Convergences Révolutionnaires

N° 130 janvier-février 2020 2 €

éditorial

Contre Macron et son monde, pas finies les surprises !

- **Les peuples d'Iran, d'Irak et du Liban** face aux USA et à leurs propres gouvernants

- **Algérie :** Nouveau président ou pas, le Hirak est toujours là

> **Les grévistes en action : dans les gares, les dépôts de bus, le métro...**

> **Du 5 décembre au 16 janvier : la grève au jour le jour**

> **Comités de grève, coordinations : What's new ?**

> **Les profs en lien avec les grévistes de la SNCF et de la RATP**

sommaire

1 **Éditorial**
Contre Macron et son monde, pas finies les surprises !

4 Comités de grève, coordinations : What's new ?

Les grévistes en action

7 **Ce 30 décembre, à Schwindratzheim :** pour la caisse de grève et la visibilité, c'est réussi !

8 **Lille :** public, privé, même combat !

8 **Paris 18e :** barbecue à Belliard

9 **Paris 20e :** il est 5 heures : Lagny s'éveille

10 **Métro parisien :** la ligne 11 n'est pas restée sous terre

11 Les **cheminots de Saint-Lazare** débarquent à PSA Poissy !

12 **Dépôt d'Ivry :** le lieu de travail devient notre lieu de lutte !

12 **Paris, gare d'Austerlitz :** notre banderole, on la lâche pas !

13 **Dépôt de Montrouge :** les Gilets jaunes rouges de rage

14 **Ateliers RATP de Saint-Ouen :** le quotidien de la grève

14 **Gare de l'Est :** l'extension de la grève entre théorie et pratique

15 Un conducteur de bus nous écrit : « D'une sortie de taupinière »

16 **Éducation nationale :** Les profs en lien avec les grévistes de la SNCF et de la RATP

19 Ces E3C de la colère enseignante : décryptage

21 Du 5 décembre au 16 janvier, **la grève au jour le jour**…

31 Rencontres avec la fraction *L'Étincelle* du NPA

36 **Les peuples d'Iran, d'Irak et du Liban** face aux USA et à leurs propres gouvernants

39 **Algérie**
Nouveau président ou pas, le Hirak est toujours là

cahiers communistes révolutionnaires

N°130
janvier-février 2020
2 €

Revue publiée par la Fraction *L'Étincelle*

Directrice de publication : Irène GASARIAN

Impression : Rotographie - Montreuil

N° Commission paritaire : 0322P11413
ISSN : 1294-9647
Tirage : 1 000 exemplaires

Éditorial

Contre Macron et son monde, pas finies les surprises !

Le dimanche 19 janvier, l'Unsa-RATP donnée comme premier syndicat du secteur métro de la régie annonçait la suspension de la grève dans le métro parisien, avec néanmoins appel à s'y remettre pour la journée du vendredi 24 janvier. Du côté de la SNCF, les directions syndicales CGT, Sud-Rail, les plus influentes dans bien des gares et chantiers, mettaient tant d'insistance à annoncer de prochains temps forts qu'il était difficile de ne pas en déduire qu'elles encourageaient à des temps faibles ! Depuis les 13 et 14 janvier déjà, ces directions syndicales n'appuyaient plus – ne serait-ce qu'en paroles – la poursuite d'une grève reconductible, mais « *ciblaient* » des journées de manifestations, entre autres « *le prochain temps fort interprofessionnel du 24 janvier 2020, jour du conseil des ministres…* » qui doit statuer sur le projet de réforme des retraites.

L'œuf ou la poule ? Ces choix syndicaux sont-ils imposés par la pression de grévistes fatigués et lessivés financièrement par 46 jours de grève – un record depuis des décennies, comme le prétendent des syndicalistes ? Ou une intersyndicale ne s'est-elle pas fatiguée avant les grévistes, et déjà avant les vacances de Noël ne l'avait-elle pas affiché en n'appelant à rien au lendemain de la très forte journée de grève nationale du 17 décembre si ce n'est à une prochaine journée le 9 janvier, près de trois semaines plus tard ? À la RATP comme à la SNCF, les grévistes les plus déterminés avaient pris pour un lâchage cette disparition de fait durant les vacances de Noël, s'organisant eux-mêmes, syndiqués et non syndiqués de base, pour qu'il n'y ait pas de trêve. Et il n'y en a pas eu.

Poursuivre la grève pour en appuyer d'autres

À l'heure où nous écrivons, et donc au 46e jour de grève, l'épuisement – surtout financier – est évidemment au rendez-vous. Des métros, des trains et des bus se remettent à rouler. Tant bien que mal et non sans difficultés, car des noyaux durs de grévistes SNCF comme RATP, sur l'ensemble du pays comme en région parisienne, ont décidé de poursuivre la grève sur le mode reconductible.

L'objectif n'est pas de « mettre la honte » à leurs collègues qui reprennent le boulot à tel ou tel moment (rares sont d'ailleurs ceux qui ne l'ont pas fait tel jour ou tel autre, pour ne pas voir leurs congés « sucrés »), mais il s'agit de se donner les meilleures chances que le mouvement continue et se renforce, voire bascule dans la généralisation, par des actions surtout programmées par les grévistes de la SNCF et de la RATP en direction des milieux autres que leur propre secteur.

Il est donc prévu de poursuivre la grève pour continuer à militer, au coude à coude avec celles et ceux qui ont pris le relais, en particulier les enseignants

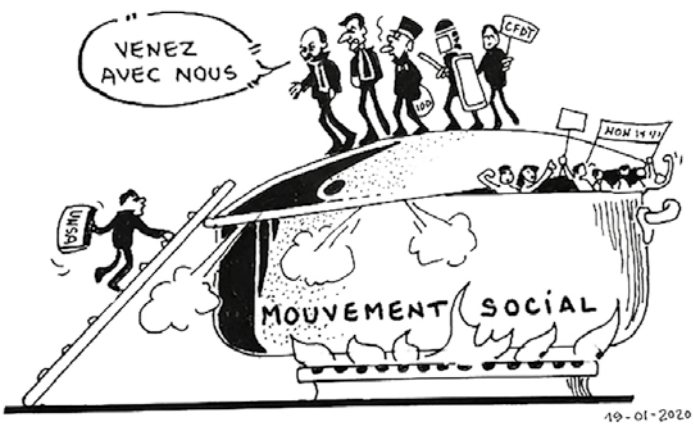


dont la colère dans le pays semble largement monter, à la fois contre la réforme des retraites qui les pénalise tout particulièrement, et contre la mise en chantier d'une réforme du bac qui officialise la ségrégation sociale à l'école (voir notre article). Aux actions de profs et lycéens qui se préparent pour porter un coup d'arrêt à ce bac à la carte, des cheminots et agents de la RATP se sont inscrits, beaucoup ayant dans leurs assemblées générales et piquets de grève déjà milité avec des profs grévistes venus à leur rescousse. Un prêté pour un rendu ! Si la SNCF et la RATP ont été, de toute évidence, les secteurs largement « locomotives » de cette grève, par le nombre des grévistes et la paralysie engendrée dans les circulations et dans l'économie, comme par la durée du mouvement, des contingents non négligeables d'enseignants s'y sont néanmoins associés dès le début, avant leurs congés de Noël. Et en cette rentrée scolaire 2020, ces noyaux d'enseignants mobilisés semblent en voie d'essaimage ; le secteur gréviste enseignant en situation d'assurer le relais, lui-même encouragé par le maintien dans la grève, à coup sûr pour une bonne semaine encore, des cheminots et agents de la RATP dont la détermination reste importante.

« La grève aux grévistes » à la base, mais au sommet ?

Ce que constatent et rapportent tous les militants des transports qui restent farouchement grévistes, c'est que pas un de leurs collègues n'a repris le boulot – provisoirement ou pas – par adhésion au projet de réforme des retraites de Macron et son gouvernement. Toutes et tous continuent de le vomir.

Les cheminots ne se sont pas laissés prendre ni à la première entourloupe consistant à présenter cet « âge pivot » comme un compromis acceptable (« âge pipeau », ont-ils répliqué, accepté seulement par le chef d'une confédération CFDT ne soutenant pas la grève !), ni à la dernière entourloupe sémantique consistant à remplacer dans un texte l'« âge pivot » par un « âge d'équilibre ».



Le jeu entre le pouvoir et le chef de la CFDT a été, à sa façon, un grand moment et une grande leçon dans ce mouvement. D'un côté un mouvement de grève puissant, avec l'éclosion d'assemblées ou piquets de grève vivants, de comités de grève ou comités de mobilisation plus nombreux que par le passé, voire de coordinations de grévistes et « interpros », qui sont à l'initiative d'un foisonnement d'actions en lien et en direction d'autres secteurs et entreprises pour discuter et tenter de les rallier – sans parler des fêtes, rassemblements et surprises multiples réservées aux autorités patronales et macronistes, bref une grève dont les grévistes ont été les premiers artisans, une « grève aux grévistes » disaient à juste titre beaucoup.

De l'autre côté, pourtant – et quel paradoxe ! –, un président et un premier ministre qui se fabriquent pour interlocuteur le leader d'une centrale syndicale qui n'est pas dans la grève (sauf on ne peut plus discrètement et timidement à la SNCF) ! Mais il a fait le « job », Laurent Berger ! Décoré et primé de la médaille du premier réformiste par le gouvernement. Voilà qui aide les révolutionnaires à expliquer les « camps » et la lutte de classe aux travailleurs, même s'il faut ensuite entrer dans les nuances, car la lutte de classe est plus complexe, et le « réformisme » des chefs syndicaux bien plus largement et subtilement partagé que ce que Macron et son ministre Philippe voudraient faire croire.

Directions syndicales, et nous, et nous, et nous ?

Mais on apprend par la lutte et les riches expériences qu'elle offre ! Il faut s'organiser à la base, se rassembler et décider à la base, développer une myriade de structures démocratiques et actives à la base, et ce mouvement en reste extrêmement riche, mais il faut ou faudrait aussi chercher à se donner une représentation à un niveau plus élevé, jusqu'au niveau national, jusqu'à obliger Macron et ses sbires à parler aux grévistes, et ne pas se voir chiper le monopole de la représentation par des Laurent Berger, des Philippe Martinez ou quelque autre leader syndical, dont il est certain qu'aucun d'entre eux, chacun selon son style, ne défend les intérêts généraux des travailleuses et travailleurs en lutte.

Parce que ce sont toujours leurs intérêts de boutiques qui priment, c'est toujours la concurrence pour leur place et rang d'interlocuteurs qui les animent – même s'ils doivent en passer, pour en arriver à se hisser à la meilleure place, à enchérir dans la démagogie radicale – du moins un temps. Il faut rappeler que les dirigeants de la CGT collectionnent autant de rencontres en haut lieu, avec les représentants de l'État et du patronat sur ce fichu faux problème des retraites (qui n'existerait pas si les salaires étaient bons et s'il n'y avait pas de chômage), que ceux de la CFDT. *« Retrait du projet », « Ni amendable ni négo-*

Éditorial

ciable », peuvent-ils répéter un temps à l'unisson des grévistes… pour néanmoins aller systématiquement négocier ! Encore une leçon qui n'est pas tombée dans l'oreille de sourds. Là encore, on apprend vite et bien dans et par la lutte.

Une si longue grève, c'est beaucoup d'actions mais pas seulement

C'est aussi beaucoup de réflexion, de discussions, de prises de conscience. Prise de conscience sociale, par la délimitation plus nette de « camps », par l'expérience de la solidarité dans la lutte, par la convergence entre « corporations » qui se trouvent et se découvrent mais ne veulent pas se distinguer les unes des autres, du fait d'un intérêt général commun de lutte contre un système inégalitaire s'en prenant à toutes et tous. Prise de conscience politique, face aux coups de matraque, gardes à vue, gazages par lacrymogènes et parfois malheureusement pire, qui éclairent sur le rôle de l'État et de sa police. Tout au long de ce mouvement, qui n'est pas terminé, les grévistes ont connu de grands moments de liesse et d'émotion, d'adversité aussi. Il leur en vient comme une grosse bouffée d'envie de ne pas en rester là, quoi qu'il arrive, de poursuivre sur un terrain politique, en quête de jalons pour la construction d'un parti qui serait celui de la classe ouvrière, toutes et tous, « pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur », comme ce slogan est devenu un programme au fil des luttes de ces toutes dernières années, peut-être encore vague, mais lourd de signification.

Oui, un net parfum d'avenir meilleur

Ce qui continue à souder les grévistes – encore en activité ou en réserve ! – et autorise à espérer de nouveaux développements, c'est le surgissement de luttes dans bien d'autres secteurs que les chemins de fer, métros, bus et établissements scolaires, même si ces luttes – notables dans le secteur de la culture ou chez les avocats – ne touchent pas les gros bataillons de l'industrie privée dont le basculement serait évidemment déterminant.

Mais qui sait ? Et ce qui aussi continue à souder les grévistes, c'est l'avalanche de ce qu'on pourrait appeler les « fêtes à Macron »… les comités d'accueil qui sont réservés à ses ministres et autres notables à sa botte dans leurs déplacements, à lui-même quand il va au théâtre, tranquille, pendant que d'autres luttent pour leur survie. Si vous n'avez pas de pain, mangez donc de la brioche ! C'est la politique de Macron.

Et un signe que cette politique dépasse les bornes est certainement la façon dont les travailleurs du



spectacle – les artistes qui sont sur scène comme les travailleuses et travailleurs bien plus nombreux qui sont derrière – ont pris la mouche au point d'organiser, à plusieurs reprises déjà, ces spectacles hors les murs d'opéras, à Paris sur le parvis de la digne institution du Palais Garnier ou de l'opéra Bastille, comme ici ou là en province, démonstrations spectaculaires qui disent deux choses. D'une part que la détermination contre la politique de Macron et ses amis patrons est forte et contagieuse. D'autre part qu'une autre vie serait possible, d'opéras et théâtres, de transports et établissements de santé, d'écoles et universités, de multiples domaines ouverts et gratuits pour toutes et tous. Comme un goût de socialisme et communisme, tout autres que ceux dont nous ont dégoûté des partis qui se sont installés dans les institutions bourgeoises.

C'est ce que les grévistes, salariés des transports, hôpitaux, écoles, musées et théâtres, mettent en avant, certes confusément, quand ils expriment leur ras-le-bol d'une politique dressée contre eux tous, mais aussi contre les usagers au service desquels ils espéraient travailler mais que leurs hiérarchies présentent comme des « clients » à favoriser selon leur état de fortune : maltraiter l'écrasante majorité pour ne choyer que les riches, voire super-riches.

Après la longue lutte des Gilets jaunes, cette grève qui n'est pas terminée et nous réserve probablement encore des surprises, est bien l'expression du profond ras-le-bol contre un système d'exploitation et d'inégalité qui doit laisser la place. Système dégage ! Oui, cette grève est décidément très politique. Comme bien d'autres mouvements sociaux, plus durs encore, dans le monde. ■

20 janvier 2020

Comités de grève, coordinations : What's new ?

Une grève est une situation exceptionnelle, un temps de guerre de classe, qui tranche avec les temps de paix où les directions syndicales marchandent la force de travail avec les patrons – en la soldant allégrement depuis des décennies ! Dans une grève les syndiqués et les non syndiqués qui agissent quotidiennement au coude à coude, doivent assumer collectivement leurs responsabilités : se réunir en assemblées générales, poumon et parlement des grévistes ; mais aussi se donner un organe exécutif, ouvert à toutes et tous, élu devant l'AG dont il prépare les discussions et exécute les décisions.

Dans cette grève de la SNCF et de la RATP qui a démarré le 5 décembre, des comités de grève ont éclos dans un certain nombre de gares parisiennes et de régions du côté de la SNCF, de dépôts et attachements du côté de la RATP, sous l'impulsion de militants révolutionnaires, de Lutte ouvrière comme de courants du NPA, dont le nôtre. Pour notre part, nous avons pris l'initiative de comités de grève dans les gares Saint-Lazare, gare de l'Est et d'Austerlitz (en région parisienne), à Strasbourg et à Lille. Il y en a eu d'autres, et ces comités ont joué leur rôle d'organisateurs locaux de la grève. Ils ont en particulier encouragé les cheminots grévistes à se tourner vers des entreprises du privé pour tenter de les rallier à la lutte, ils ont contribué à ce que la grève vive pendant la période des fêtes où elle avait été lâchée par les directions syndicales. Chez les cheminots en région parisienne, l'obstacle majeur a certainement été, face à des taux de grévistes rarement atteints, la faiblesse numérique des assemblées générales. Ici ou là, elle a été compensée (voire masquée) par la participation aux AG et en soutiens actifs aux grévistes des transports, d'enseignants et étudiants, membres d'Unions locales proches. D'où une vie nouvelle de ces AG, étoffées et dynamisées, héritant de nouveaux moyens mais parfois de nouveaux problèmes aussi.



Mais quid d'un état-major des grévistes ?

Aussi bien à la RATP qu'à la SNCF, entreprises éclatées en une infinité de sites, la nécessité d'une coordination s'est naturellement fait sentir. Car si aujourd'hui les réseaux sociaux viennent largement à la rescousse, ils ne suppléent pas. Et la nécessité politique d'une direction du mouvement, centralisée par les grévistes eux-mêmes, s'est imposée le jeudi 19 décembre au soir, à l'annonce durement ressentie que les directions syndicales nationales n'appelaient plus à rien avant le 9 janvier. Une réponse collective des grévistes s'imposait.

Des syndicats locaux RATP et SNCF ont passé les jours suivants à assurer un genre de service après-vente, en ne lâchant pas le terrain, en redoublant de déclarations au ton radical contre la trêve, en cessant de mettre des bâtons dans les roues aux comités (puisqu'ils restaient les mieux à même de mobiliser pendant les fêtes), en organisant par exemple à Paris, le lundi matin 23 décembre, un rassemblement à la gare de Lyon. Ils ont tenté d'atténuer la méfiance qui avait soudain surgi contre les directions nationales afin de leur sauver la peau et de garder le contrôle. Mais restait la question de la centralisation de la lutte. De sa direction. Une question incontournable et qui n'a pourtant pas été résolue. En région parisienne, grâce aux efforts conjugués de camarades du NPA animateurs de *Révolution permanente* et de camarades de notre courant *l'Étincelle*, une coordination de grévistes de la RATP et de la SNCF a existé, qui n'a représenté que quelques centaines de grévistes mais a eu le mérite d'exister. Quelques mots sur son histoire.

D'une rencontre RATP/SNCF…

Une poignée d'agents RATP, souvent anciens militants syndicaux, vétérans de la grève de 2007 qui avaient rendu leur carte à la CGT, ont lancé fin septembre les groupes WhatsApp et Facebook « RATP/SNCF : l'union fait la force ». Des cheminots d'extrême gauche, dont nos camarades qui avaient lancé « les rencontres intergares » lors de la précédente grève en 2018, mais aussi ceux du courant NPA/*Révolution permanente*, qui avaient aussi animé cette Intergares pour la transformer ensuite en association/collectif, les ont contactés pour organiser des rencontres à la fin octobre. C'était après la journée de grève spectaculaire du 13 septembre à la RATP, et dans le cadre de la préparation du 5 décembre, date alors lointaine fixée par les directions syndicales. Trois réunions ont eu lieu avant la grève, réunissant une vingtaine de salariés de chaque entreprise. Ce cadre était modeste, mais des militants de ces deux secteurs se réunissaient probablement pour la première fois pour préparer ensemble la réussite d'une grève. Les réunions entre militants et futurs grévistes de la RATP/SNCF ont permis d'organiser des tournées communes dans les gares et chantiers (pas tous les jours non plus !) qui ont toutes été accueillies positivement. L'action commune intervenait sur fond de réchauffement social, non seulement à la RATP mais aussi (par contagion manifeste) à la SNCF où le mois d'octobre a été marqué par des « dépôts de sac » et autres mouvements de grève intempestifs, ne respectant pas les sacro-saints préavis.

… à un embryon de coordination

Après le démarrage le 5 décembre de la grève à la RATP et à la SNCF, cette « rencontre » s'est tenue chaque semaine, sans parvenir à développer beaucoup son audience. L'appel à la trêve de l'intersyndicale du 19 décembre a accéléré les choses. Dès le lendemain, vendredi 20 décembre, quelque 90 grévistes RATP/SNCF (surtout RATP) se réunissaient quasiment au pied levé, suite à l'appel sur facebook d'un des organisateurs des « rencontres » et de *Révolution permanente*, Anasse Kazib, cheminot gréviste. Énervés par ce lâchage venu d'en haut et bien décidés à ne laisser aucune trêve à Macron, les grévistes ont commencé à discuter entre eux de la situation et d'un calendrier d'actions jusqu'au 9 janvier : action devant le siège de la RATP à la gare de Lyon, manifestation réussie de grévistes le 26 décembre (deux jours avant la manifestation syndicale du 28), organisation réussie de piquets tournants sur les dépôts de bus… Cette réunion baptisée désormais « coordination RATP/SNCF » a contribué à faire vivre la grève pendant les fêtes en région parisienne. Elle n'était pas la seule, d'autres pôles ont permis aux grévistes de se manifester pendant cette période : le syndicat Sud-Rail de la gare de Lyon, appuyé sur une AG de grévistes nombreuse, a aussi organisé des actions entraînant un milieu plus large. La CGT RATP bus, pour ne pas être en reste, a elle aussi pris des initiatives en rassemblant plusieurs centaines de personnes au dépôt de Vitry-sur-Seine, autour d'une visite de Philippe Martinez.



Des partisans de « la grève aux grévistes, jusqu'au retrait » se coordonnent

C'est pourtant dans cette « coordination » que des grévistes, tout particulièrement ceux de la RATP qui n'avaient pas connu de grève depuis 2007, ont pu faire l'expérience de l'organisation commune, à une échelle plus large que celle de leurs dépôts et AG ; qu'ils ont discuté entre eux des perspectives de leur mouvement, et décidé ensemble d'actions, en se convainquant par des arguments et pas seulement à coups de galons syndicaux. Un bon tiers des dépôts de bus RATP ont été représentés dans cette coordination, par des grévistes actifs capables d'entraîner leurs collègues. Quelques lignes de métro ont participé aussi, mais bien plus modestement, la coordination n'ayant pas réellement eu d'influence sur ce secteur. Enfin, côté SNCF, quelques AG de gares ont envoyé des représentants ou des observateurs, Saint-Lazare, Austerlitz, Paris-Est, Le Bourget et gare du Nord, les ateliers de Châtillon, et même Lille



ou Strasbourg – car nous ne perdions pas l'ambition d'une coordination plus large et nationale.

À plusieurs reprises, cette coordination a regroupé des dizaines (frisant la centaine) de grévistes de la RATP et de la SNCF, qui ont débattu des caisses de grève, de leurs actions de blocages tournants et solidaires ; qui ont organisé des rassemblements parfois à plusieurs centaines devant des commissariats pour faire libérer des camarades. Derrière une grande banderole commune (« la grève aux grévistes jusqu'au retrait »), les calicots des diverses gares, dépôts de bus ou attachements de métro, se sont retrouvés tous ensemble, sous un mélange de drapeaux syndicaux. Autant d'initiatives et d'occasions de discussions. Cette « coordination » a probablement brassé au total quelque cinq cents grévistes de la RATP (surtout) et de la SNCF, bien peu au regard des dizaines de milliers de grévistes de ces secteurs, mais ce milieu a fait des expériences utiles et chaleureuses, connu aussi quelques grincements de dents, quand des réunions, certes vivantes, n'en finissaient pas de finir (classique !), quand des intervenants outrepassaient leur temps de parole ou que des décisions ou actions n'avaient pas été décidées collectivement, voire prises en petit comité de façon peu démocratique.

S'élargir aux enseignants grévistes ?

Cette coordination (qui s'est néanmoins donné rendez-vous avant la prochaine journée du 24 janvier), a senti après la journée du 16 janvier, qu'avec la montée du climat dans le milieu enseignant tandis qu'une reprise du travail s'amorçait dans son propre milieu, il devenait opportun de s'élargir à ces nouveaux grévistes déjà en lien avec ceux des transports dans des interventions communes. De telle sorte que le vendredi 17 janvier, dans une certaine urgence et improvisation, la grande salle de l'annexe Charlot de la bourse du travail à Paris s'est remplie de grévistes et de représentants d'« interpros » du 92 et de Bagnolet. Un nouveau rendez-vous a été donné, au mardi 21 janvier, ce qui est positif à condition de ne pas perdre le cap de l'organisation de grévistes. Car il existe un foisonnement d'« interpros » (terme passé dans les mœurs) qui recouvrent des réalités diverses : des assemblées à dominante de grévistes, animées par des militants d'extrême gauche qui ont à cœur d'organiser des grévistes, mais parfois aussi animées par des militants du PC, de la France insoumise ou d'équipes syndicales dont la perspective n'est pas la démocratie ouvrière dans la lutte. Et la chute des effectifs grévistes dans les transports peut déplacer défavorablement le curseur.

La coordination de ces grévistes de la RATP/SNCF qui étaient la locomotive du mouvement, aurait-elle pu être nationale ? Ces grévistes auraient-ils pu s'imposer comme interlocuteurs, agir comme un état-major du mouvement en s'adressant aux travailleurs de tout le pays et donner le signal de l'offensive générale ? Il n'y a évidemment pas de réponse à cette question, qui en appelle au contraire un millier d'autres. Mais les révolutionnaires ne peuvent qu'être têtus, et toujours poser la question du contrôle d'une grève par celles et ceux qui la mènent. ■

20 janvier 2020, Raphaël Preston



Les grévistes en action

Ce 30 décembre, à Schwindratzheim (Bas-Rhin)

Pour la caisse de grève et la visibilité, c'est réussi !

Arrivée à 6h45 sur le parking du péage. La température est glaciale mais la centaine de gilets fluorescents qui illumine le parking réchauffe franchement l'ambiance : gilets oranges des cheminots, qui en sont à leur 26e jour de grève, gilets jaunes, et même quelques enseignants et étudiants, tous réunis pour une opération « péage gratuit ».

Ce sont les Gilets jaunes qui ont proposé cette idée aux cheminots. Ils se sont vite entendus. Ni les uns ni les autres n'avaient envie de respecter cette trêve à laquelle les confédérations appelaient toutes à leur manière. Pas question d'attendre gentiment le 9 janvier. Les cheminots s'étaient donné les moyens de continuer la grève même avec une intersyndicale en vacances. En discutant quotidiennement en assemblée générale et en élisant, dès le 5 décembre, un comité de grève, ils ont fait vivre concrètement le slogan « la grève aux grévistes ».

« Si on est là aujourd'hui, c'est pour montrer que chez nous, ça tient ! » comme le résume un gréviste du technicentre Alsace. Pour rester visibles donc, en dépit de l'épais brouillard, inviter des travailleurs d'autres secteurs à la manifestation du 9 janvier et remplir la caisse de grève.

On se déploie. Les gendarmes refusent que les barrières soient levées, mais ils ne peuvent pas être partout. Le mot d'ordre pour aujourd'hui : « les cheminots ne vous bloquent pas, ils vous ouvrent la voie ! » Les voitures s'arrêtent, le tract circule. « Public-privé même combat » en gros caractères, l'appel à la manifestation du 9 janvier, et la signature du comité de grève cheminot. Des routiers klaxonnent, certains s'arrêtent et commencent à discuter. *« On est avec vous les gars, mais pour nous c'est pas possible la grève. Si on le fait, c'est notre permis qui saute. »*

De nombreux automobilistes, en fait des travailleurs qui vont au boulot, lâchent des mots d'encouragements. Certains promettent de venir à la manifestation. Et les caisses de soutien à la grève se remplissent petit à petit. Au lieu des 3 euros de péage, ce sont souvent des billets de 10 ou 20 euros qui tombent dans les boîtes métalliques. Après deux heures de levée de barrières, 780 euros ont été récoltés. *« C'est quand même 200 euros de plus que la dernière fois* [pendant la grève de 2018], *ça montre que les gens soutiennent la grève »* rappelait un collègue dans la réunion du comité de grève qui a suivi l'action, *« c'est aussi que tout le monde se sent concerné »*. Ce soutien, les cheminots ont d'ailleurs pu le mesurer chaque fois qu'ils ont rendu visite aux travailleurs d'autres entreprises : même quand ces derniers ne se sentaient pas de les suivre dans la grève, ils se reconnaissaient dans le mouvement.

Des journalistes étaient présents pendant l'opération et elle ouvrira les JT nationaux de France 2 et France 3. ■

On se déploie. Les gendarmes refusent que les barrières soient levées, mais ils ne peuvent pas être partout.
Le mot d'ordre pour aujourd'hui : *« les cheminots ne vous bloquent pas, ils vous ouvrent la voie ! »*
Les voitures s'arrêtent, le tract circule.



Lille : Public, privé, même combat !

Le comité de grève des cheminots de Lille l'aura martelé : le combat des cheminots est celui de tous les travailleurs. À Lille, où nous n'avions pas le vis-à-vis offert par la RATP aux cheminots grévistes de la région parisienne, cette convergence s'est finalement matérialisée avec un cortège commun, bras dessus, bras dessous, entre les grévistes de la SNCF et les salariés de Cargill (agro-alimentaire) lors de la manifestation du 16 janvier.

Alors que nous entamions la sixième semaine du mouvement, le comité s'est rendu durant toute la semaine sur le piquet des Cargill en grève contre un plan de licenciements drastique menaçant 183 salariés sur 326. Les actionnaires de Cargill sont des tueurs d'emploi, rebaptisés « CarKill » par les grévistes dans leurs assemblées générales. À l'occasion d'une de ces AG les grévistes cheminots se sont adressés aux ouvriers mobilisés pour proposer ce cortège commun. Car le combat des Cargill ne survient pas n'importe quand. Dans ce contexte de lutte générale du monde du travail, les barrières tombent, les grévistes se mélangent et la conscience grandit que les travailleurs peuvent lutter ensemble au coude à coude, en se renforçant mutuellement dans leurs combats communs. Le cortège commun a été une véritable réussite, regroupant les cheminots et les Cargill mais agglomérant bien plus largement dans la manifestation.

Les actionnaires de Cargill sont des tueurs d'emploi, rebaptisés « CarKill » par les grévistes dans leurs assemblées générales.

Licenciements, saccage des pensions, une même politique patronale, un même combat des travailleurs ! ■

Correspondant SNCF

Paris 18e Barbecue à Belliard

Le 5 décembre, les grévistes du dépôt-bus de Belliard (Paris 18e) se préparent à partir à la manifestation autour d'un barbecue, rejoints par un cortège d'une vingtaine d'étudiants du campus de Clignancourt. Au cours de la grève, le barbecue est devenu un point de convergence du quartier. Grévistes de la RATP d'autres dépôts ou du métro, étudiants ou profs du 18e, ou encore postiers en grève comme notre camarade Olivier Besancenot, toutes les manifs commencent au barbecue du dépôt de Belliard. *« Ça fait du bien de se rassembler, nous souffle un gréviste, on se sent puissant tous ensemble »*. Les grillades à Belliard, ce n'est pas seulement les jours de manifestation : *« Si c'était notre société, on ferait des merguez tous les midis ! Ça serait convivial au moins »*.

Ce déjeuner, c'est l'interaction avec le quartier, et les preuves de soutien ne manquent pas. Poings levés, coups de klaxons aident à garder le moral… au moins autant que les saucisses. Une passante a même demandé le micro pour crier *« Macron voleur ! »* devant le piquet hilare. Une autre est venue mettre les grévistes en garde, *« vous êtes cégétistes ? Parce que Martinez c'est pas votre allié ! Il dit qu'il vous soutient le jour mais le soir il dîne avec Macron. Il faut vous méfier »*.

À mesure que le mouvement dure, le barbecue de Belliard devient plus sophistiqué. On peut toujours manger des merguez comme au premier jour, mais il y a aussi du kefta et des brochettes. *« On achète chez le boucher. On va quand même pas manger du Lidl, on peut pas. On tient pas 40 jours sinon »*, rigole un machiniste en grève. Le grill aussi a été changé, il en fallait un plus grand pour les départs en manif qui peuvent rassembler plus de cent personnes comme le 9 janvier.

« Je n'aurais pas pu dire qui, ici à Belliard, allait cuisiner ou écrire un tract… Même argumenter… Mais avec la grève on découvre des talents. » Autour du repas, les grévistes échangent et partagent, ils se motivent les uns les autres pour poursuivre la lutte. *« C'est notre force qu'on mange ensemble tous les midis. On a la solidarité de classe ! »* ■

Les grévistes en action

Paris 20e, près de la porte de Vincennes

Il est 5 heures : Lagny s'éveille

Une table vient d'être installée sur le trottoir par les grévistes. Certains ont dormi au dépôt. Le café est prêt, les premiers collègues arrivent. Plusieurs habitent loin et sont partis dans la nuit pour être présents au piquet de grève. Certes les machinistes-receveurs ont l'habitude de se lever tôt, mais la journée sera longue… Les soutiens extérieurs arrivent aussi à l'aube. Qu'une action soit prévue ou non ce matin-là, les habitués sont fidèles au poste. Pas de braséros, de feu de palettes ou de drapeaux syndicaux ici. Juste une pile de tracts à côté de la cafetière, un peu de musique parfois et beaucoup de monde. Ici, *« on fonctionne en interpro depuis le début »* comme le répète un gréviste. Au piquet de grève, certains ont fait la grève de 1995, d'autres ne sont embauchés que depuis un an, mais ils partagent la conviction profonde qu'ils se battent pour tous les salariés.

Le centre bus de Lagny est situé près de la porte de Vincennes dans le 20e arrondissement de Paris. Facile d'accès malgré la grève de la RATP (il est sur la ligne 1, une des deux lignes automatisées), il a attiré tout au long de la grève de très nombreux soutiens : militants politiques, étudiants, salariés de la mairie de Paris ou enseignants en grève, lycéens du quartier venus chercher de l'aide pour bloquer leur lycée…

Il y a parfois plus d'une centaine de personnes qui débordent du trottoir et empiètent sur la rue, gênant ainsi la sortie des bus, au grand dam de la direction. À l'écart, l'encadrement scrute la scène tous les matins, huissiers et policiers à l'appui. Les grévistes ne veulent pas bloquer la circulation des bus par crainte des sanctions disciplinaires. Mais ils s'adressent aux machinistes avec leurs propres tracts, pour expliquer où en est le mouvement et les convaincre de se (re)mettre en grève. Il arrive que les discussions entre collègues s'éternisent : un bus est arrêté en plein milieu de la sortie. Les policiers hésitent à interrompre la discussion, puis les ordres arrivent et ils repoussent violemment les grévistes pour dégager le passage.

Le centre bus de Lagny jouxte une annexe du ministère de l'Intérieur. Coïncidence ou pas, les flics sont toujours là à une vingtaine, parfois davantage. Au début du mouvement, les blocages ont été massifs et réussis avec des dizaines de soutiens venus animer le piquet de grève, et la satisfaction de constater qu'il n'y avait pas grand-chose à bloquer… car personne ne roulait !

À 8 heures, tout le monde est là pour faire l'AG. La salle est bondée. On se serre. Des collègues de la maintenance ou du métro sont là. Un des membres du comité de grève commence : *« On est bien d'accord qu'on ne se bat pas juste pour la RATP mais pour tout le monde, jusqu'au retrait, alors on reconduit la grève »*.

Sur le piquet les grévistes et leurs soutiens discutent par petits groupes de la situation de la grève, du boulot, des collègues qui roulent (ou pas), des actions passées ou prévues… On fait passer le temps avant l'assemblée générale qui a lieu presque quotidiennement vers 8 heures, une fois les derniers bus du matin sortis. Pendant toute la grève le piquet s'est tenu, du lundi au vendredi (parfois même le samedi), quelle que soit la météo. Pas question d'abandonner le piquet : il faut montrer aux cadres et surtout aux collègues que la grève tient bon.

À 8 heures, tout le monde est là : on se déplace vers une guérite sur le cours de Vincennes pour faire l'AG. La salle est bondée. On se serre. Des collègues de la maintenance ou du métro sont là. Un des membres du comité de grève commence : *« On est bien d'accord qu'on ne se bat pas juste pour la RATP mais pour tout le monde, jusqu'au retrait, alors on reconduit la grève »*. Les grévistes lèvent unanimement la main. Ceci étant acté, reste à voir les actions prévues pour la journée : distribution de tracts à la porte d'autres entreprises, rassemblements, manifestations… On cherche des solutions pour élargir la grève à d'autres secteurs, pour se coordonner entre grévistes de la RATP voire de la SNCF, pour gérer la caisse de grève… La discussion commence. On termine vers 9 heures. Les échanges se prolongent dans la rue, avant que le groupe ne s'engouffre dans le métro. Ce jour-là, c'est pour rejoindre une AG de cheminots à la gare de Lyon. La journée ne fait que commencer. ■

Métro parisien

La ligne 11 n'est pas restée sous terre

Le 5 décembre, la grève a démarré très fort sur la ligne 11 (Châtelet-Mairie des Lilas), qui avait déjà été complètement fermée le 13 septembre. Ce sont principalement les conducteurs et conductrices de métro qui se sont massivement mis en grève illimitée, avec plus d'une centaine de grévistes sur un effectif total de 120 agents sur la ligne. Les agents d'exploitation, chargés de l'accueil des voyageurs en station, *« agents exploités »*, comme un gréviste aimait à surnommer lui-même sa profession, étaient en grève pour les temps forts.

La 11 est une petite ligne, « familiale » selon la perception des grévistes, où tout le monde se connaît. Les premiers temps de la grève ont été consacrés à la tenue du piquet à la porte des Lilas, dans le but de faire pression sur les non-grévistes qui conduisaient les quelques métros circulant sur la ligne le matin et le soir en heure de pointe. Dans une ambiance plutôt bon enfant, les grévistes brandissaient une gigantesque sucette Chupa Chups et utilisaient le mégaphone qu'ils avaient acheté en se cotisant pour se faire entendre des voyageurs présents. Les slogans alternaient avec la musique de Benny Hill, pour accueillir le directeur de la ligne.

Les manifestations ont permis aux grévistes de rencontrer des soutiens, profs du quartier et membres d'un collectif d'habitants de la place des Fêtes dans le 19e arrondissement. Juste avant les vacances de Noël, une distribution de tracts commune aux grévistes RATP et aux instit' a été organisée devant les écoles du Pré-Saint-Gervais.

La décision des confédérations syndicales d'appeler à une trêve pour les fêtes et de programmer une nouvelle manifestation pour le 9 janvier a été très mal prise et ce mécontentement s'est exprimé en AG. Le 9 janvier semblait à juste titre très loin, alors que la grève restait massive dans les transports. Les grévistes de la 11 ont donc décidé de rester mobilisés, et de continuer à tenir tous les jours le piquet de grève. La présence de soutiens les a aidés à passer ce cap difficile : à l'occasion de la manifestation du samedi 28 décembre, une banderole a été confectionnée dans le local du collectif *Place des Fêtes*, qui a ensuite assuré aux grévistes de la 11 une certaine notoriété, avec la fierté de voir leur banderole filmée et en photo dans les médias !

La décision des confédérations syndicales d'appeler à une trêve pour les fêtes et de programmer une nouvelle manifestation pour le 9 janvier a été très mal prise. Les grévistes de la 11 ont donc décidé de rester mobilisés.

Les déambulations pour aller aux manifestations, le 28 décembre et le 4 janvier, ont permis de faire diffusions de tracts et collectes dans les rues. Au début, les grévistes n'osaient pas tenir les boîtes de collecte, puis ils ont tenu à le faire eux-mêmes, pour discuter, expliquer leur grève, et recueillir de nombreux dons, qui les renforçaient dans l'idée que la grève était soutenue par une bonne partie de la population. À l'image de ce que fait régulièrement la RATP vis-à-vis de ses usagers sur les lignes en travaux comme la 11, grévistes et soutiens ont installé une table de petit déjeuner avec café et croissants devant la station Porte des Lilas, et sont allés à la rencontre des voyageurs.

Ils sont allés également sur le piquet du centre Bus de Lagny, pour soutenir leurs collègues des bus. Une fête de soutien organisée par le collectif *Place des Fêtes* a permis de manifester le soutien de nombreuses personnes venues à la soirée, et de collecter une somme importante versée à la caisse de grève. Le cap le plus difficile a finalement été celui de la rentrée : quand ils ont constaté que la grève ne s'étendait toujours pas à d'autres secteurs de manière significative, un certain découragement a commencé à s'exprimer. La grève a encore tenu deux semaines, avec une importante participation aux manifestations des 9, 14 et 16 janvier, puis la reprise a été votée le 17, comme à regret, avec le sentiment de ne pas pouvoir faire plus pour le moment, sous la forme de la grève illimitée commencée depuis 44 jours, mais dans l'idée de se remobiliser si d'autres catégories de salariés prenaient enfin le relais dans la lutte. ■

Les grévistes en action

Les cheminots de Saint-Lazare débarquent à PSA Poissy !

Dès le début du mouvement, les choses étaient claires dans la tête de tous les cheminots grévistes : s'ils entraient dans la bataille, c'était bien pour lutter contre une réforme globale nuisible à tous, salariés du public comme du privé. Une fois en grève, s'est ainsi posée très vite la question des possibilités d'extension du mouvement à d'autres secteurs de la classe ouvrière. Sur le terrain, la grève à la gare Saint-Lazare a ainsi été rythmée par un ensemble d'initiatives et d'actions en direction des lieux de travail.

Ce mercredi 8 janvier, les ouvriers de PSA Poissy, de retour au travail après deux semaines de fermeture de l'usine, ont ainsi eu droit à un comité d'accueil sortant de l'ordinaire. Aux côtés de militants syndicaux de l'usine, plus de 100 grévistes, essentiellement des cheminots des gares de Saint-Lazare et d'Achères, mais aussi de la RATP et de l'éducation nationale, et quelques-uns de leurs soutiens étudiants, les attendaient aux portes de l'usine. Pour les cheminots grévistes, aller s'adresser aux ouvriers de la plus grosse usine automobile d'Île-de-France, qu'ils desservent par Saint-Lazare, était une occasion à ne pas manquer pour tenter de populariser et élargir leur mouvement. Expliquer la réforme, appeler les salariés de Poissy à se mobiliser à leurs côtés : à bien des portes, sous un soleil hivernal, les chasubles de toutes les couleurs se sont mélangées, les discussions se sont multipliées.

Très vite, une première confirmation : le soutien à la grève est bel et bien massif. Pour la majorité des ouvriers de Poissy, aucune illusion sur la réforme qui est comprise pour ce qu'elle est, une nouvelle attaque contre tous les travailleurs. Le succès d'une collecte organisée une semaine plus tard par les militants syndicaux de l'entreprise pour la caisse de grève des cheminots témoignera du réel soutien dans l'usine aux grévistes cheminots d'Achères et Saint-Lazare : presque 3 000 euros ont été versés.

Mais aux portes de l'usine, entre deux slogans entonnés par les grévistes, les discussions ont aussi dépassé la seule réforme des retraites. Kim, un jeune conducteur de train, gréviste depuis le 5 décembre, est ainsi marqué par la description que lui livre un ouvrier de la peinture, et le détail des attaques de la direction dans l'usine : « *Il m'a raconté qu'ils ont dégagé les intérimaires, qu'il y a plein de journées de chômage technique, et là qu'ils viennent de supprimer l'équipe de nuit… On se rend vraiment compte qu'on subit partout les mêmes attaques* ». Malgré les différences d'entreprise et de statut, s'impose la conscience d'appartenir au même camp face aux patrons et à Macron.

> ***« Il m'a raconté qu'ils ont dégagé les intérimaires, qu'il y a plein de journées de chômage technique, et là qu'ils viennent de supprimer l'équipe de nuit… On se rend vraiment compte qu'on subit partout les mêmes attaques. »***

Dans le train de retour vers Saint-Lazare, le moral des cheminots est au beau fixe. Renforcés dans leur certitude qu'ils se battent dans l'intérêt de tous les salariés et regonflés par le soutien manifesté par les ouvriers de PSA. Et avec l'espoir de convaincre les salariés des secteurs moins mobilisés de les rejoindre plus massivement dans le mouvement. ■



Dépôt d'Ivry

Le lieu de travail devient notre lieu de lutte !

4h30, dépôt de bus d'Ivry. Depuis le 5 décembre, plusieurs dizaines de grévistes tiennent chaque matin le piquet de grève. Le visage éclairé par le brasero, un café à la main, on y discute de tout et de rien. Évidemment des suites de la grève, mais aussi du capitalisme, de comment refaire le monde. On passe comme on peut les quatre heures qui séparent du début de l'assemblée générale. De la rue, les voitures klaxonnent le piquet en soutien.

Bien plus qu'un simple arrêt de la production, la grève se construit quotidiennement au cœur des discussions de fond et des expériences qui sont faites jour après jour. C'est sur le piquet que se nouent les liens de solidarité et de confiance qui perdureront jusqu'après la grève. Un gréviste nous raconte qu'*« après 45 jours de grève, à passer jour et nuit sur le dépôt ensemble, ce sont des liens pratiquement familiaux qui se tissent »*.

Au-delà de l'aspect humain, c'est le rapport au lieu de travail même qui évolue. Les grévistes l'investissent et le transforment. Le réfectoire, habituellement très peu fréquenté, est devenu le QG, où se déroulent les assemblées générales, l'écriture des tracts, le déjeuner du midi (par le cuistot attitré du dépôt) et parfois même les soirées. Des affiches, citations et banderoles recouvrent maintenant les murs de la salle. Dans les AG, quoique parfois brouillonnes, chacun donne son avis sur la situation, ses doutes, les problématiques du mouvement. Tous expriment leur rejet de cette réforme et derrière elle, de tout le système.

Le réfectoire, habituellement très peu fréquenté, est devenu le QG, où se déroulent les assemblées générales, l'écriture des tracts, le déjeuner du midi (par le cuistot attitré du dépôt) et parfois même les soirées.

Les blocages ponctuels qui animent le dépôt sont l'occasion de réunir des grévistes d'autres secteurs ou des autres dépôts de bus du sud de Paris. Ils permettent d'appuyer les temps forts de la grève et de se donner du temps pour discuter avec les non-grévistes. Le premier blocage, le 10 décembre au matin, a rassemblé une centaine de grévistes, une centaine de territoriaux, enseignants, étudiants et même quelques hospitaliers et Gilets jaunes. À 7h30, la police a débloqué le dépôt après une mêlée « bon enfant ». Rien à voir avec le 31 décembre, lorsque les flics ont défoncé la grille du dépôt dans un nuage de lacrymogènes, toutes matraques dehors. La répression s'accentuant (par la police comme par la direction), le dépôt devient le haut lieu de la bataille politique qui se mène entre ses murs… et au-delà. ■

Paris, gare d'Austerlitz

Notre banderole, on la lâche pas !

À la gare d'Austerlitz, première AG du mouvement le 5 décembre, avec presque une centaine de cheminots grévistes, suivie d'un départ en manifestation rejoint par des enseignants, étudiants et travailleurs du quartier, où nous étions environ 500. Dans la masse de la manifestation parisienne, tout le monde s'était un peu perdu de vue, mais dès le lendemain matin, retrouvailles pour la deuxième AG du mouvement, qui resteront quotidiennes jusqu'à aujourd'hui.

Ainsi, tous les jours plusieurs dizaines de grévistes ont pu décider ensemble, toujours à l'unanimité, de reconduire la grève, et ce à une centaine lors des grosses journées de mobilisations. Ces assemblées générales ont vu émerger tout un tas d'autres propositions, soumises aux grévistes, syndiqués et non syndiqués, ayant tous une voix.

Pour les grévistes d'Austerlitz tous les départs en manifestations se sont faits à l'issue des assemblées générales depuis la gare, et dès la deuxième semaine, derrière la banderole *« Austerlitz en Grève »*. Arrivés

aux départs des différentes manifestations interprofessionnelles et Gilets jaunes, il s'agissait de rester ensemble pour défiler, de ne pas se séparer derrière des ballons syndicaux et camionnettes sonos où on ne peut pas s'entendre, et au contraire, se faire entendre, nous, avec la musique à fond de nos chants et slogans, en ne laissant pas les non syndiqués, pourtant actifs dans la grève, sur le carreau. Tous les participants aux AG sont grévistes, c'est tous ensemble qu'il fallait se montrer dans la rue, et ça s'est fait, avec *« de bons grévistes derrière la banderole »,* qui animent eux-mêmes leur cortège, crient leur détermination à aller jusqu'au bout et montrent à tous ceux qui seraient tentés de parler à leur place que là, *« ça vient de la base »* !

Rester ensemble dans les manifestations ne veut pas dire être isolé. Au contraire, les manifs ont permis de marcher côte à côte avec les grévistes des autres gares et de la RATP, eux aussi derrière leurs banderoles. C'étaient bien ces cortèges de grévistes qui étaient impressionnants dans les manifestations, et qui donnaient le ton. D'ailleurs, au-delà des cheminots et des grévistes de la RATP, les cortèges de profs en grève ont eux aussi été très remarqués, ainsi que les quelques cortèges de salariés du privé qui, les lendemains en AG, font toujours discuter des possibilités d'extension de la grève. Au niveau du 13e arrondissement, les rendez-vous de départ communs ont été systématiquement donnés avec les profs grévistes du quartier, toujours présents en nombre, dont certains sont passés aux AG d'Austerlitz et ont invité en retour des cheminots à leurs AG à discuter avec leurs collègues. Si aujourd'hui la grève faiblit à la SNCF, elle monte chez les profs et ailleurs, le mouvement continue et les cheminots d'Austerlitz, grâce aussi à ces liens noués, en sont encore à continuer en reconductible, malgré les difficultés de certains. La banderole *« Austerlitz en Grève »* est toujours dans la rue aux côtés de celles et ceux qui entrent dans la bagarre ! ■

Dépôt de Montrouge : Les Gilets jaunes rouges de rage

« Tu vois chez les travailleurs il y a plusieurs couches : les plus précaires, ça c'est les Gilets jaunes. Eux, ils ont déjà fait leur révolution l'année dernière, et ensuite, tu as les travailleurs un peu plus "privilégiés", c'est nous. Cela a mis plus de temps à ce qu'on s'y mette mais voilà, on est dans la bagarre maintenant ! »

Au dépôt de Montrouge, déjà pendant le mouvement des Gilets jaunes, ils étaient quelques-uns à partir ensemble aux manifestations du samedi. Dans cette mobilisation contre la réforme des retraites, ces samedis restent des échéances à part entière pour les grévistes. Facile de se retrouver dans les manifs entre machinistes du secteur. Les signes de reconnaissance ne manquent pas : un gilet jaune hérissé en drapeau avec le logo de la RATP tagué en noir, *« Je l'adore ce drapeau, je l'ai fait moi-même, avec le cœur ! »*, un t-shirt *« pas de retraite, pas de kilomètres »*, dont les bénéfices de la vente revenaient à la caisse de grève, ainsi qu'une banderole *« Macron et le Cac 40 veulent la guerre. BATTONS-NOUS. Dépôt de bus Montrouge »*, signée du comité de grève, derrière laquelle ils défilent en tête de manifestation, devant les ballons syndicaux. La méfiance envers toutes celles et ceux ayant voulu les représenter, politiciens ou syndicats, se retrouve dans le leitmotiv du mouvement actuel : *« la grève aux grévistes »*. Derrière cette phrase, la volonté de diriger par soi-même et de ne pas remettre les décisions à d'autres. C'est la même méfiance envers les directions syndicales que l'on retrouve à présent dans plusieurs échanges matinaux sur les piquets et les blocages des bus. À Montrouge, un comité de grève, réunissant syndiqués et non syndiqués, a été fondé pour répondre à cette volonté des grévistes de s'organiser et de décider par soi-même.

Le mouvement même des Gilets jaunes trouve un nouveau souffle dans la mobilisation actuelle, et les revendications de l'hiver dernier *« contre la vie chère, vivre et ne pas survivre »* sont à nouveau mises sur le devant de la scène. Dans les manifestations, le gilet jaune est ajouté au gilet vert RATP, celui d'une partie des travailleurs remettant au goût du jour leur arme principale, la grève. ■

Ateliers RATP de Saint-Ouen

Le quotidien de la grève

Dès le 5 décembre, les grévistes ont tenu des piquets devant l'atelier MRF (maintenance des métros) de Saint-Ouen. À ce rendez-vous quotidien une dizaine se retrouvait tract à la main pour discuter avec la minorité qui allait bosser. Le 5 décembre d'ailleurs, même des extérieurs à la RATP ont pu entrer dans l'atelier où régnait un silence total tellement celui-ci était vide, seuls les arguments des grévistes y résonnaient !

Très rapidement s'est mis en place un quotidien de la grève : après le piquet, rendez-vous à l'union locale CGT aux côtés de profs et de militants du privé (Alstom, Bosch, PSA). Moments riches en échanges d'arguments, où les grévistes donnaient le ton, qui débouchaient toujours sur des décisions pratiques, par exemple pour organiser des diffusions de tracts à La Poste, Conforama, aux parents d'élèves, etc.

À plusieurs reprises, le tour des boites privées et des établissements scolaires a été organisé, ce qui a permis non seulement de montrer que la grève était bel et bien vivante au-delà des transports en commun, mais également permis d'innombrables discussions entre grévistes, de la critique du chef qui insulte tous les jours à la remise en cause du capitalisme, chacun se rendant fier de cette lutte collective dont il s'est emparé.

C'est une vraie « interpro » qui a coordonné le quartier pendant ces 45 jours. En plus de ces tournées dans la ville, un barbecue a été organisé avec l'arrivée des vacances de Noël pour bien signifier qu'ici non plus il n'y aurait pas de trêve. Un vrai point d'appui qui a permis de faire vivre et d'étendre la

Gare de l'Est
L'extension de la grève : entre théorie et pratique

Gare de l'Est, les grévistes se retrouvent chaque jour avant l'assemblée générale en comité de mobilisation pour discuter, débattre de la situation, débriefer tel ou tel évènement ou manif de la veille. Mais surtout, pour réfléchir et établir le programme de la journée, et de celles d'après. Très rapidement, celles et ceux qui voulaient prendre en main cette grève se sont posé le problème de comment entraîner le « privé ».

Car nous avions conscience, comme le disait l'un des grévistes, qu'il fallait absolument que les wagons des autres secteurs professionnels raccrochent à la locomotive SNCF/RATP du mouvement pour gagner ensemble et obtenir le retrait de cette réforme des retraites. C'est ainsi que des entreprises du quartier ou présentes le long du réseau banlieue de Paris-Est ont été listées : une imprimerie, une blanchisserie industrielle, le siège d'une grande banque et de grandes marques de luxe, etc. Ensuite, au bout du quai numéro deux, ces rendez-vous ont été proposés à l'assemblée générale, regroupant l'ensemble des grévistes actifs dans la grève.

Un des grévistes met sa plume à disposition : ses BD, dessins ou caricatures illustrent le tract écrit collectivement. Puis on prend la direction des travailleurs et travailleuses des différentes entreprises...

Nous avons eu à chaque fois un bon accueil, des soutiens, des marques de sympathie. Pour l'imprimerie, nous y sommes allés à l'aveuglette, sans prévenir les représentants des organisations syndicales locales par manque de contact et ne sachant pas à quel moment nous pouvions trouver le plus de salariés. Mais nous avons quand même réussi à les trouver ! Et malgré les difficultés de transport liées à la grève, personne ne nous en a tenu rigueur. Même si nous n'avons pas obtenu qu'ils se joignent immédiatement à la mobilisation, ce qui aurait nécessité d'y retourner discuter plus longuement, nous avons quand même rendu auprès d'eux notre grève visible et renvoyé l'image de grévistes qui font la démarche de venir les toucher et les entraîner dans la lutte. Peut-être avons-nous réussi, par ces visites impromptues, à bousculer quelques consciences ? ■

Les grévistes en action



grève. Comme lorsque les grévistes de la RATP sont venus à l'assemblée générale d'un lycée du coin.

Au-delà du quotidien de la grève à Saint-Ouen, les jours de manifestation ont eux aussi leur petit rituel : après le piquet et l'AG interpro, une première manif fait le tour de la ville, un tour de chauffe avant de se rendre à pied aux manifestations parisiennes, rejoints sur le trajet par de nombreux grévistes : dépôts de bus de Belliard, Championnet, de Pleyel, ou encore de la ligne 13. Ce cortège, parfois plus d'un millier, avec toutes ses banderoles et ses slogans traverse la capitale d'un bout à l'autre dans une ambiance déterminée et chaleureuse !

Des liens continuent de se tisser, avec les collègues de la déchèterie TIRU qui entraient en grève la semaine dernière, avec le renfort immédiat sur leur piquet de la RATP, des profs et des autres. ■

Un conducteur de bus nous écrit :

D'une sortie de taupinière

« 45 jours de grève,

45 jours de grève, et me voilà à la gare de Lyon, au milieu des manifestants ayant répondu à l'appel national des Gilets jaunes pour leur 62e acte. Nous avons réussi une marche épique de plus de six heures, jalonnée d'embûches, de changements de parcours, et de violence aussi… Encouragé par les camarades manifestants, galvanisé par les chants rythmés par les tambours, réchauffé chaque fois par l'amour fraternel, presque familial, créé si naturellement au fil des manifestations qui ponctuèrent ce sulfureux hiver 2019-2020, jamais ne me vint à l'esprit de fuir les gaz lacrymogènes ou, intimidé par la brutalité de la milice capitaliste, de renoncer à notre destination.

Et pourtant,

Et pourtant le 5 décembre, au début de la grève, rien ne laissait présager un mouvement d'une telle durée, rien n'aurait pu me préparer à toutes les montagnes russes émotionnelles, à toutes les sublimes rencontres, et à toutes les supercheries qui me surprirent alors que je me pensais déjà éprouvé… Comment choisir entre tous les faits qui m'ont marqué depuis le 5 décembre, depuis le début de la grève contre cette immonde réforme des retraites, nouvelle attaque bourgeoise ?

D'ailleurs, la grève a-t-elle réellement commencé le 5 décembre ? Plus d'un an que les plus précaires des travailleurs se révoltent courageusement contre l'inique et l'injuste. Plus d'un an que le pays voyait la colère bien légitime des plus humbles s'amplifier et cristalliser toutes les aigreurs populaires sourdes. Comment ne pas être atteint par les érosions de cette acidité, moi qui suis à la RATP, moi qui suis conducteur de bus, au service du public… un public toujours plus malmené par les puissants, les cyniques ? Moi qui vois mes conditions objectives d'existence se dégrader à grande allure au niveau de celles des plus modestes, moi qui suis réduit à la servitude moderne, aux comédies sociales du respect hiérarchique, aux humiliations de l'obéissance faussement consentie, aux terreurs nocturnes de perdre mon emploi, cauchemar contemporain du prolétariat jetable…

Cette grève, cette convergence des luttes, cette synthèse des colères dévoilèrent enfin toute la mécanique de notre exploitation, la politique prédatrice de nos supérieurs hiérarchiques pleinement complices des escroqueries et maquignonnages réformistes, des abandons et manipulations syndicaux, des mensonges et matraquages médiatiques, et enfin de la réalité de notre force à nous, de la force des grévistes organisés par eux-mêmes, notre efficacité et notre réactivité.

Mes yeux éblouis par la vérité retrouvent déjà leur acuité au sortir de cette sombre et tortueuse taupinière. Bien creusé, vieille taupe ! Bien creusé, écrivit le poète… Ne lâchons rien ! Continuons le combat ! Manu, conducteur de bus. »

Éducation nationale
Les profs en lien avec les grévistes de la SNCF et de la RATP

La lutte contre la réforme des retraites a évidemment été marquée par l'intervention massive des secteurs des transports (SNCF à l'échelle nationale, RATP en Île-de-France), mais l'Éducation nationale est rapidement apparue comme le troisième secteur le plus mobilisé. Bien que jusqu'ici leur grève n'ait pas été autant médiatisée, les enseignants ont pourtant joué un rôle non négligeable par le lien qu'ils ont pu établir avec les autres secteurs et les actions qu'ils ont pu entreprendre… et ils ne sont pas près de s'arrêter.

Décembre : un investissement massif dans le mouvement

Le 5 décembre, la participation à la journée interprofessionnelle du secteur de l'éducation a atteint des taux rarement vu auparavant avec près de 75 % de grévistes d'après les organisations syndicales, un chiffre qui reflète davantage la réalité que les 50 % annoncés par le gouvernement, au regard des nombreuses écoles fermées par l'absence de professeurs et des agents d'entretien et de cantine et des cours annulés en collège ou en lycée.

Si dès le lendemain les chiffres de grévistes ont baissé, il s'agit pourtant bien d'un affrontement sur le long terme que les salariés de l'Éducation nationale ont entrepris de construire. Preuve en est, leur apparition massive lors de toutes les journées de grève et de manifestations interprofessionnelles à travers la constitution de cortèges bien visibles et très enthousiastes dans lesquels on ne comptait plus les banderoles d'établissements (notamment les 5, 10, 12 et 17 décembre). Mais surtout, dans nombre d'établissements, des équipes militantes se sont constituées, prêtes à chercher à entraîner leurs collègues et même à se déporter sur des dépôts de bus RATP ou des assemblées générales cheminotes dans les gares afin de généraliser la grève et de rompre les barrières corporatistes, bien conscients de la nécessité de lutter tous ensemble. Et si les enseignants ne sont pas rentrés massivement en grève reconductible, des minorités non négligeables l'ont fait, dans bien des établissements du primaire jusqu'au lycée. Ils ont su profiter de toutes les journées de grève pour aller soutenir les agents RATP, établissant eux-mêmes des cordons pour empêcher les bus de sortir des dépôts afin que les grévistes, surveillés par les huissiers et menacés de sanctions, puissent s'adresser à leurs collègues non-grévistes pour les convaincre de rentrer dans le mouvement.

Des équipes militantes se sont constituées, prêtes à chercher à entraîner leurs collègues et même à se déporter sur des dépôts de bus RATP ou des assemblées générales cheminotes dans les gares.

Pas de vacances scolaires pour la mobilisation

Comme on pouvait s'y attendre, les vacances scolaires de décembre ont marqué une pause dans la grève enseignante. Mais elles n'ont pas pour autant entériné une trêve pour tous, surtout en région parisienne. Ici ou là, des profs ont fait vivre les assemblées générales interprofessionnelles qui ont maintenu un climat combatif, en organisant aux côtés des cheminots et de la RATP des actions pour étendre la grève : présence visible d'un cortège éducation dans la manifestation parisienne du 28 décembre, rencontre avec les salariés de l'hôpital de Jossigny en Seine-et-Marne, participations aux banquets de « gréveillon »…

Soucieux de rompre le front constitué par les salariés des transports et les enseignants, le gouvernement et le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer ont bien tenté de désamorcer la colère enseignante pendant les vacances par de vagues promesses de revalorisation salariale dont

personne n'a été dupe. Et pour cause, il ne s'agissait en rien d'augmenter les salaires, ni même de lever le gel du point d'indice qui écrase les salaires des enseignants depuis plus d'une décennie (ce qui aurait été le minimum). Cet indice, nous annonce la presse, restera bel et bien gelé au moins jusqu'à 2022… Tout au plus Blanquer a-t-il annoncé un chèque de 50 millions d'euros en 2021, ce qui revient à 40 € par enseignant et par mois, un montant ridicule, à comparer aux 500 à 800 euros de pertes sur les pensions enseignantes que provoquera inéluctablement la réforme des retraites.

En réalité, pour « garantir » une pension minable de 1 000 euros par mois, le gouvernement proposait seulement de concéder quelques primes, mais en échange de la restructuration de l'école publique que l'écrasante majorité des enseignants combat (comme ils l'ont montré par toutes leurs luttes durant les dernières années). Dès le début de la mobilisation, le cumul des postes de Delevoye et ses 140 000 € remboursés en une journée ont suscité des commentaires. Pas besoin d'être prof de maths pour calculer : *« 140 000 €, ça fait 500 euros par mois pendant 22 ans… il rembourse en une journée exactement tout ce que je vais perdre avec la réforme des retraites ! »*

« Pas de retrait, pas de rentrée »

C'est pourquoi, les profs sont retournés dans la bataille dès le 6 janvier pour les minorités en grève reconductible et plus massivement à partir du 9 janvier. Cette fois encore ils sont apparus dans bien des villes comme les plus gros cortèges de secteur dans les manifestations interprofessionnelles.

Certes en ce début d'année 2020 la mobilisation a baissé dans certaines écoles et collèges très actifs depuis le 5 décembre et pour beaucoup en grève reconduite tous les jours. Toutefois au même moment, des lycées sont apparus dans la lutte comme on a pu le voir à travers l'entrée en grève reconductible de professeurs du prestigieux lycée Louis-le-Grand à Paris à partir du 13 janvier, traditionnellement pourtant peu mobilisé, ou encore Henri IV non moins prestigieux.

Ce passage de relais coïncide aussi avec un autre sujet de colère : la mise en œuvre des premières épreuves de contrôle continu du nouveau bac Macron-Blanquer (ledit « E3C » – voir notre article). Ce nouveau bac était déjà décrié en 2019, il apparaît pour les enseignants des lycées comme le symbole des restructurations et du malaise subits dans toute la profession.



Les raisons de la colère sont toutes liées

Ce nouveau tournant que prend la mobilisation chez les enseignants, à propos de la réforme du bac, ne marque pas pour autant un recentrage corporatiste qui les ferait oublier les enjeux et leurs camarades de lutte du mouvement sur les retraites. Bien au contraire. Cette réforme du bac a surtout cristallisé les nombreuses colères accumulées par des années de blocage des salaires, de diminution des postes d'encadrement (augmentation des effectifs par classe, baisse du nombre de surveillants et d'agents d'entretien), diminution des moyens matériels (dans un collège de Pantin, c'est la fin d'un projet permettant de préparer des petits-déjeuners aux élèves les plus nécessiteux qui a révolté les équipes en ce début d'année). Tout cela sans parler des suppressions de poste d'enseignants qui continuent (440 postes supprimés rien que dans les lycées à la rentrée 2020 pour 22 500 élèves supplémentaires, il en faudrait 1 100 de plus d'après les syndicats)…

Le lien entre la bataille sur les retraites et les conditions de travail des secteurs en lutte est évident pour tous les grévistes, comme l'a montré les premiers rassemblements pour s'opposer à la mise en œuvre des examens. Le 13 janvier à Nîmes, ce sont non seulement des enseignants et des lycéens mais également des cheminots, des agents Enedis et des Gilets jaunes qui se sont rejoints pour tenir le piquet, imposant ainsi le report des épreuves. C'est bien de ce lien dont le gouvernement a peur car dès le lendemain les

épreuves ont été repoussées dans certains établissements dès lors qu'il y avait la moindre menace de rassemblement, comme au lycée Honoré de Balzac à Mitry-Mory en Seine-et-Marne (77).

La lutte s'organise, le secteur se structure

Aujourd'hui, Blanquer a beau annoncer qu'il s'agit uniquement d'une « minorité radicale », ce sont pourtant entre 200 et 250 lycées qui risquent d'être perturbés d'après un membre d'un syndicat de chef d'établissement. Et dans certaines académies ce sont près de la moitié des établissements qui se sont prononcés contre la tenue de ces examens.

Les formes que prend la résistance contre le bac Blanquer sont multiples, allant du refus du choix des sujets au refus de notation en passant par le boycott des surveillances. Mais c'est bien la grève qui sera nécessaire pour que les équipes ne restent pas isolées face à leur direction et pour peser sur leurs administrations.

C'est d'ailleurs une bonne occasion pour réunir à nouveau les secteurs mobilisés. Comme le disait en substance un gréviste de la RATP dans la région parisienne : *« Les profs sont venus tenir les piquets devant les bus, subissant les gaz lacrymogènes, nous aussi on peut aller les voir dans les établissements »*. Partout cette grève s'organise : à partir de tournées dans les établissements, ou à l'aide des différents contacts établis depuis des années, de multiples coordinations fleurissent, rassemblant les lycées, les collèges et même – chose plus rare – les écoles d'un secteur géographique pour décider des dates et des lieux des futurs rassemblements, discutant d'y inviter des cheminots, des agents RATP, des parents… Si elles existaient avant les vacances à l'échelle de quelques villes, on voit qu'elles quadrillent aujourd'hui des départements entiers (à Marseille, dans la banlieue lyonnaise ou en Seine-Saint-Denis), y compris dans des zones rurales. Ces coordinations cherchent elles-mêmes à se coordonner à travers des assemblées générales départementales – comme cela a été le cas le 9 janvier à Rennes où des représentants de 15 des 18 lycées du département se sont rencontrés – voire régionales. Le risque est cependant d'abandonner le terrain de son propre établissement pour se réfugier dans ces coordinations qui regroupent les collègues ayant des perspectives communes. Bien évidemment, se coordonner est une nécessité pour rassembler les forces militantes et les faire agir dans une même direction, mais cela doit se faire au service de l'approfondissement du mouvement et de son extension y compris auprès des collègues les moins convaincus par la lutte et, espérons-le, auprès de la jeunesse lycéenne.

Cela dit, ces coordinations enseignantes, en agrégeant les autres secteurs mobilisés, seront peut-être le meilleur moyen de faire perdurer la mobilisation sur les retraites en encourageant ceux qui ne se battent pas encore d'entrer dans la danse.

De multiples coordinations fleurissent, rassemblant les lycées, les collèges et même parfois des écoles. Elles quadrillent aujourd'hui des départements entiers.

À l'heure où nous écrivons, la mobilisation enseignante se propage. Le ministère annonce que sur 400 lycées concernés, une quarantaine ont été perturbés et 10 ont reporté partiellement ou totalement les épreuves. Ces chiffres sont sûrement en dessous de la réalité, car d'ores et déjà, une coordination nationale enseignante recense des dizaines d'établissements perturbés par des rassemblements, piquets et blocages comme à Montauban, Agen ou à la Ferté-sous-Jouarre. Partout où la mobilisation a lieu, les lycéens y participent. La mobilisation enseignante se montre à l'évidence en accord et en lien avec celle des cheminots dans toute la France. De quoi donner un second souffle au mouvement contre les retraites et peut-être, qui sait, contre Macron et son monde. ■

20 janvier 2020
Adrian Lansalot et Léo Baserli



Réforme du bac

Ces « E3C » de la colère enseignante : décryptage

La réforme Blanquer, puisque chacun doit laisser son nom dans une réforme, n'est ni plus ni moins qu'une remise en cause du sacro-saint baccalauréat actuel. L'objectif bien affiché est « l'individualisation », la « particularisation ». Le bac sera local, en opposition au bac national, taillé sur mesure, en fonction des établissements et du niveau des élèves.

C'est quoi le menu s'il vous plait ?

Les épreuves en classe de Première dites Épreuves Communes de Contrôle continu (E3C) comptent pour 30 %, la moyenne des notes des bulletins trimestriels de Première et de Terminale compte pour 10 % et l'épreuve de fin d'année Terminale (l'équivalent du bac actuel) compte pour 60 % de la note globale.

À la fin de la classe de Seconde, les élèves doivent choisir trois matières principales dénommées matières de « spécialité » (une triplette). À l'issue de la classe de Première, une matière parmi ces trois est abandonnée. Les deux restantes s'ajouteront aux autres matières du tronc commun en Terminale. Toujours dans un souci de liberté, selon Blanquer, il ne sert à rien d'imposer aux élèves trop de matières chronophages en Terminale. Alors le choix cornélien est donc la liberté, toujours la liberté, laissée aux élèves et à leurs familles de choisir et d'abandonner par exemple une matière entre mathématiques et physique-chimie ou sciences de la vie et de la terre.

Selon le ministre, il faut laisser le choix aux élèves. Ce qui donne parfois des choix incongrus comparés aux anciennes filières (S, ES, L) plus homogènes. Par exemple, mathématiques histoire-géographie et langues. De plus, tous les établissements ne proposent pas les mêmes menus et les combinaisons sont pléthoriques. Il est à noter que certains établissements ne proposent pas certaines combinaisons.

Pédagogie de la concurrence

Les matières sont mises à la rude épreuve de la concurrence… entre enseignants. Les professeurs doivent jouer des coudes pour être sûrs d'être attractifs, avoir des élèves d'une année sur l'autre et ainsi faire un service complet dans le même établissement. Sinon ils seront obligés d'effectuer un complément de service ailleurs voire de changer d'établissement !

Les matières sont mises à la rude épreuve de la concurrence… entre enseignants. Les professeurs doivent jouer des coudes pour être sûrs d'être attractifs.

Pour être sûr de bien remplir sa classe et d'avoir des élèves en Première ou en Terminale, il faut être gentil avec les élèves de Seconde, mettre par exemple de bonnes notes et de bonnes appréciations. Les professeurs doivent vanter les mérites de leur spécialité auprès des classes de Seconde, car ce sont les élèves qui ont le choix du menu. Cette nouvelle pédagogie… concurrentielle est encouragée par les directions des établissements. Les professeurs attractifs qui remplissent les classes seront les meilleurs, une manière indirecte de les évaluer.

Une organisation rocambolesque

L'organisation et la mise en place de cette réforme sont aussi une véritable machine à gaz. Chaque chef d'établissement doit définir les dates des épreuves des E3C. La première salve d'épreuves devrait avoir lieu entre la fin janvier et mi-mars. Quant à la deuxième série d'épreuves elle se tiendrait entre mi-avril et mi-juin. Chaque professeur doit tirer un sujet dans une banque de données nationale. De plus, l'ouverture tardive de la banque nationale des sujets produit un stress supplémentaire chez les professeurs. Sachant que les progressions pédagogiques – c'est-à-dire l'enchaînement des thèmes enseignés par chaque professeur – peuvent ne pas être les mêmes. Deux professeurs d'un même établissement peuvent avoir à choisir des épreuves différentes correspondant à leurs progressions et aux acquis de leurs élèves. Ceci remet en cause le principe d'égalité entre les élèves devant un examen normalement à caractère national !

Comme les épreuves sont censées être celles du bac, les élèves doivent être dans les mêmes conditions. Or, y aura-t-il un élève par table ? Ces tables seront-elles espacées et avec deux surveillants par salle ? Ce ne sera pas le cas lors de ces examens.

La correction des épreuves est dématérialisée. Les professeurs doivent scanner les copies et les corriger sur ordinateur : au lycée ? Chez eux ? Ont-ils tous des connexions internet ? De quel débit ? Ont-ils des ordinateurs adéquats ? Qui fournit le matériel ? Autant de questions auxquelles les professeurs n'ont pas de réponses.

Le plus ubuesque dans cette affaire est que les chefs d'établissements, mis devant le fait accompli, ne savent plus à quel saint se vouer ! C'est le cas de cette proviseure de lycée de l'académie d'Orléans-Tours qui, devant le refus des enseignants de choisir et de transmettre les sujets, écrit aux élèves dans un courriel *« Pour faciliter vos révisions, l'inspectrice d'histoire-géographie me demande de vous préciser que l'épreuve d'E3C du lundi 20 portera sur le chapitre 1, thème 1 d'histoire et sur le thème 1 de géographie »*. On devine à travers ce conseil avisé, que face au refus des professeurs de choisir les sujets c'est l'inspectrice qui décide. Bonjour le bac à caractère national.

Des questions et pas de réponses

L'organisation de ces épreuves alourdit le travail des professeurs, déjà bien chargé depuis septembre, avec la mise en place des nouveaux programmes pour les Secondes et les Premières. Ceux de la classe de Première doivent faire les frais de cette précipitation et de cette impréparation. Quelle matière sacrifier en fin d'année scolaire ? Quelle est la pertinence de choisir telle ou telle matière dans la perspective de futures études ? Qu'attendent les classes préparatoires et les universités ? Sur quel critère va s'opérer la sélection post-bac ? Là encore, pas de réponses.

Du travail supplémentaire non rémunéré

En novembre dernier, après une réunion de présentation de la réforme aux enseignants, un inspecteur envoie le message suivant *« Contrairement à ce que je pensais et à ce que nos échanges d'hier ont laissé entendre, la correction des épreuves E3C ne sera pas rémunérée à la copie car il ne s'agit pas d'une épreuve terminale »*. Du coup, la correction est considérée comme faisant partie du salaire normal. Ce à quoi un professeur a répondu :

« Je m'en doutais, cela me paraissait étonnant que notre travail soit rémunéré (!). Comme vous l'avez précisé hier, la réforme diminue le travail au niveau du rectorat mais augmente le nôtre… Comme d'habitude ! ». Mais face à la grogne, le bruit court que la correction serait rémunérée 1,42 € la copie, alors qu'au baccalauréat national chaque copie est indemnisée 5 €. De qui se moque-t-on ?



Une contestation grandissante

Les assemblées générales organisées dans différents établissements ont discuté de chaque point soulevé par la réforme. Leur conclusion est claire. Il faut une réaction collective pour faire face à ce qui apparaît aux yeux de tous comme une attaque qui remet en cause le fondement du baccalauréat national et de la profession (du moins l'idée que s'en font la plupart des enseignants).

Rapidement, dans les AG, les professeurs ont compris qu'il faut raccrocher le wagon de la contestation à la locomotive des cheminots et de la RATP. Dans une lettre adressée aux parents, les professeurs du lycée parisien élitiste Louis le Grand, entrés dans un mouvement de grève reconductible, écrivent : *« Nous demandons l'abandon du projet de réforme des retraites et la suppression de la première session des épreuves communes de contrôle continu (les E3C) »*. La réponse de l'association de parents exprime sa sympathie aux grévistes : *« Je vous assure, en mon nom et au nom du conseil local de la FCPE LLG* (Fédération des Conseils des Parents d'Elèves Lycée Louis Le Grand)*, de notre soutien et du fait que nous comprenons parfaitement les raisons de votre engagement et de ce mouvement. Nous savons aussi qu'il n'est pas facile de prendre ce genre de décision, a fortiori dans notre lycée… Si vous en êtes d'accord, nous nous proposons de relayer votre mail auprès des parents. »*

Les problèmes soulevés par la réforme du bac cristallisés à travers les E3C tombent à point nommé avec la reforme des retraites. Conséquence, le nombre de bahuts mobilisés ne cesse de s'allonger. ■

Noudbal Ibral

Grève de 2019-2020

Du 5 décembre au 16 janvier, la grève au jour le jour...

Nous publions ici des extraits de notes parfois quotidiennes, ayant fait le point sur le mouvement de grève en cours, depuis 45 jours !

● Prologue : avant le 5 décembre

13 septembre *: journée de grève de la RATP contre les menaces sur les retraites, massivement suivie. C'est à l'issue de cette journée que, très prudemment, la date du 5 décembre a été fixée, d'abord par les syndicats de la RATP. La date a été reprise à la mi-octobre comme date d'une journée d'action interprofessionnelle par une intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse).*

18 octobre *: « dépôt de sac » intempestif à la SNCF, dans tout le pays suite à un accident de TER. Un débrayage massif qui va durer plusieurs jours.*

Dans les semaines qui précèdent le 5 décembre, cette journée apparaît de plus en plus largement dans différents secteurs comme le point de départ d'une mobilisation. Si les confédérations s'en tiennent à un appel à une unique journée, à la SNCF et à la RATP les principaux syndicats appellent à une grève reconductible.

● Jeudi 5 décembre

Le bras de fer est engagé de la meilleure des manières.

À la SNCF et à la RATP, la grève démarre très fortement : au-delà des moyennes annoncées (60 %) dans ces boîtes où les cadres sont de plus en plus nombreux, il y a eu une unanimité (entre 85 et 100 %) de grévistes dans les services d'exécution chez les roulants, mais pas seulement (aiguilleurs, ateliers).

La mobilisation enseignante est au rendez-vous, à un niveau jamais vu depuis 2003. Au-delà du public, les nombreux préavis du privé ont été suivis d'effet avec des cortèges du privé dans toutes les manifs.

Avec plus de 800 000 manifestants selon la police, ces manifestations du 5 décembre sont d'une ampleur comparable à celles de 2010 contre les retraites – le dernier mouvement massif. Les plus grandes manifs contre la Loi travail étaient évaluées à 220 000 et la première des Gilets jaunes à 280 000... L'enthousiasme était palpable dans les cortèges.

Consigne a visiblement été donnée aux ministres et députés de baisser d'un ton. Il faut dire que la détermination des manifestants, malgré l'absence de transports et les consignes agressives des flics est un signe. Édouard Philippe remercie malicieusement les syndicats pour la bonne tenue des cortèges. Le calendrier de présentation de la réforme est avancé au milieu de la semaine suivante. Mais tout le monde sait bien que le gouvernement n'a pas besoin de ces quelques jours pour « rendre sa copie », mais pour mesurer le rapport de force.

Du point de vue de l'organisation à la base, la journée du 5 a été riche. Les AG de cheminots ont été nombreuses. Les grandes gares parisiennes font exception car faute de transports, leurs AG ont été éclatées et décentralisées en plusieurs sites de grande banlieue. À Nantes, Strasbourg, gare du Nord, des comités de grève ont été élus. Et à Saint-Lazare, Lille ou gare de l'Est, ils ont été défendus et mis en place sans vote.

Côté éducation, des AG de ville ont rassemblé des dizaines et parfois des centaines d'enseignants et ont permis de regrouper ceux qui défendent la reconduction. Des AG interpro de ville (en banlieue parisienne ou en régions), souvent des réseaux militants anciens, se sont réactivées, essentiellement mili-



tantes mais assez nombreuses.

Enfin, que ce soit dans les AG ou dans les manifs, la colère dépasse largement le cadre des retraites. La « coagulation » implique une longue liste de revendications, pas du tout catégorielles mais plutôt générales : salaires, embauches, services publics mais aussi dénonciation des inégalités et d'une société pour les riches. Une rage générale contre Macron et son monde.

Vendredi 6 décembre

Le Premier ministre tend la main aux organisations syndicales, un an après les Gilets jaunes, en espérant qu'elles retrouvent au plus vite leur place, celle qui consiste à canaliser de tels mouvements.

L'appel de l'intersyndicale à une journée d'action dès le mardi 10 s'inscrit dans ce cadre : montrer qu'elles peuvent prendre la tête du mouvement et le canaliser afin de négocier sur le calendrier serré du gouvernement – histoire que cette mobilisation ne dure pas trop. Petit « hic » : beaucoup de grévistes ne l'entendent pas de cette oreille et ont déjà voté en AG le retrait pur et simple de la réforme.

Au lendemain du 5 décembre, **les reconductions sont massives à la SNCF et à la RATP.** Dans l'éducation, le taux de reconduction est souvent décrit comme supérieur aux attentes des militants même s'il n'a rien à voir avec la situation à la SNCF ou RATP. D'autres secteurs de la fonction publique ont reconduit de manière minoritaire (finances, culture, territoriale, etc.). Dans le privé, pas de perspectives de reconduction immédiate, à part dans les raffineries.

Lundi 9 décembre

Le week-end passé, la grève tient fort. À la RATP, ce qui est frappant c'est la vie sur les piquets, notamment devant les dépôts de bus où la grève est souvent animée par des non syndiqués faute d'implantation syndicale. Ce qui donne une ambiance tonique où les visites d'étudiants, de profs ou d'autres sont très bien reçues. Les opérations de « blocage » du matin se sont transformées en rassemblements festifs très fraternels, un peu pimentés aux lacrymos.

Les assemblées générales SNCF sont moins nombreuses en proportion. Mais elles commencent à vivre. Des groupes de grévistes, parfois formalisés en comité de grève voté par l'AG, parfois informels, rédigent des comptes-rendus, rendent visite à d'autres secteurs en reconductible, organisent la cantine ou confectionnent des banderoles.

Le maître-mot du noyau dur du mouvement, c'est « l'interpro ». *« On commence ensemble, on gagne ensemble »*. Aucun corporatisme, c'est le mouvement de tous les travailleurs. Les AG interpro locales (quartier, arrondissement, villes) font leurs premières armes, regroupant quelques dizaines à près de 200 grévistes ou soutiens.

Le mot « comité de grève » revient à la mode. On en trouve à la SNCF/RATP, mais aussi dans l'éducation, l'enseignement supérieur ou même dans la territoriale qui n'a pourtant pas ces traditions. Effet « Gilets jaunes », affaiblissement des appareils (qui parfois ne combattent pas le comité et le considèrent comme un paravent bien pratique à leur absence de moyens et de politique), volonté des grévistes d'une grève active (et alors quoi de plus naturel qu'un comité qui regroupe syndiqués et non syndiqués ?)... En tout cas c'est dans l'air du temps du noyau « reconducteur ».

La course de vitesse continue entre le dynamisme du mouvement et la « détermination » (bien entamée) du gouvernement ; mais aussi et en parallèle entre l'organisation des grévistes et le contrôle des appareils (qui, à certains endroits, verrouillent sec).

Mardi 10 décembre

Une journée de manifestation : si les chiffres de manifestants sont en baisse par rapport au 5, ils restent largement inédits. Une grande détermination des participantes et participants aux cortèges, *« on lâchera rien », « retrait du projet », « Macron ta réforme on n'en veut pas », « public privé, tous ensemble », « ras-le-bol de la galère »...*

Grosse participation enseignante avec des cortèges de profs dynamiques.

Dans les cortèges, des boîtes privées en grève, dont des petites, mais le secteur reste en retard, ce qui est



remarqué par les cheminots et agents de la RATP sur la région parisienne, qui attendent d'être rejoints. Ici ou là, **des comités de grève de cheminots ont prévu de s'adresser à des boîtes du privé proches** et ont rédigé et fait adopter en AG des tracts en leur direction. À la manifestation parisienne, réussite notable du regroupement de diverses belles banderoles de gares SNCF parisiennes (gare de l'Est, Austerlitz, Saint-Lazare…) dans un même cortège qui a agglutiné du monde autour.

● Mercredi 11 décembre

C'est surtout la journée de **l'annonce par Édouard Philippe des « détails » de la réforme.** Dans quelques secteurs de cheminots, **des écoutes collectives** ont été organisées, avec commentaires voire communiqués dans la foulée.

Le gouvernement a déballé sa réforme (même s'il la couvre d'un voile de mensonges éhontés). Le double discours qui oscille entre les bienfaits de la réforme et la liste des catégories épargnées aura du mal à convaincre.

Macron avait déclaré il y a deux ans connaître la galère de *« boucler une fin de mois difficile »* car il a vécu, étudiant, avec 1 000 euros par mois. C'est pourtant la *« révolution sociale »* qu'il promet aux vieux.

Pour la CFDT, le gouvernement a dépassé une *« ligne rouge »* avec la mise en place de l'âge-pivot à 64 ans en 2027 annoncée par Édouard Philippe.

● Jeudi 12 décembre

L'appel des syndicats à des mobilisations départementales n'a pas empêché des regroupements régionaux et des manifestations à plusieurs dizaines de milliers dans des grosses villes de France (Paris, Lyon, Nantes, Rouen, etc.)

Les **révélations sur Delevoye**, avec son cumul des postes et les 140 000 € de remboursements se multiplient.

Le discours de la veille d'Édouard Philippe a eu le meilleur qu'on pouvait lui espérer : au pire il n'a rien changé de la détermination de ceux qui sont déjà mobilisés, au mieux il l'a durcie, parfois même a inversé la tendance dans certains secteurs. **Beaucoup le disent : ou bien tu sacrifies tes enfants ou bien tu refuses la réforme.**

● Vendredi 13 décembre

La reconductible tient toujours très bien à la RATP et à la SNCF. Toutes les énergies disponibles se tendent vers l'extension du mouvement, la réussite du 17 décembre.

Des débats très politiques dans les AG SNCF par exemple, car la CGT, tout en se prononçant pour le retrait, insiste encore pour canaliser la grève sur les *« sujets d'entreprise »* corpo. Elle s'est rendue jeudi (avec Sud-rail !) à une réunion de concertation avec la SNCF, en plein mouvement d'ensemble… **Débats politiques aussi à la RATP Bus** où les grévistes sont confrontés aux calomnies sur leur « homophobie », à la gestion des relations avec les non-grévistes, à la question du blocage.

Les tentatives de coordination sont embryonnaires et balbutiantes : **une « rencontre des AG et comités de grève RATP/SNCF » s'est déroulée le 11 décembre** en région parisienne, avec encore trop peu de délégations. Mais elles ont le mérite d'exister, de permettre de discuter à la base la nécessité d'une véritable coordination qui sera nécessaire si le mouvement se généralise.

● Lundi 16 décembre

Démission de Jean-Paul Delevoye, bonne pour le moral !



Mardi 17 décembre

Sous les sapins, la grève ! Le ton des manifestations était à la détermination. ***« Pas de trêve », c'est le mot d'ordre de la journée.***

À Paris, des centaines de grévistes de la RATP et la SNCF ont défilé en bloc, avec des banderoles nombreuses de gares et de dépôts, le plus souvent non siglées, parfois signées syndicalement, ou au nom de l'AG ou bien avec la mention « comité de grève ».

Le matin, un rassemblement à l'appel de la CGT bus RATP rejoint par l'AG de la gare de Lyon (notamment Sud-rail) avait déjà rassemblé près de 3 000 personnes au siège de la RATP à Bercy dans une chaude ambiance.

Les piquets de grève à la RATP ont été nombreux et renforcés par des soutiens. Les AG éducation ont été bien plus fournies que les jours précédents. **Les AG SNCF du matin ont été partout au moins aussi nombreuses que celles du 5, parfois plus.** 350 à Limoges ou à Tours, 160 à Lille, gare du Nord ou gare de l'Est, 100 à Strasbourg, Austerlitz ou Saint-Lazare… Après 12 jours de grève, c'est une première !

« Pas de trêve jusqu'au retrait » dit le communiqué intersyndical du soir (Sud, CGT, FO, FSU). Mais sans appeler à rien sinon des actions locales d'ici fin décembre. Une manière de redonner la main au gouvernement alors que s'ouvrent le lendemain **des négociations bilatérales (la CGT a déjà annoncé y aller) et jeudi une séance « multilatérale » en présence du Medef**…

Mercredi 18 décembre

Le gouvernement repart à l'attaque après son flottement, la démission de Delevoye. La nomination de son successeur Laurent Pietraszewski, ex-DRH de combat qui licencie une caissière pour un trou de 80 centimes ou une déléguée syndicale pour vol de pain au chocolat se veut un message de fermeté.





Partout les enseignants mobilisés se creusent la tête sur le maintien d'activités pendant les vacances – et les propositions de se joindre aux cheminots et traminots semblent tenir la rampe.

Dans les deux secteurs moteurs en grève reconductible, on s'apprête très sérieusement à passer les fêtes en grève. Évidemment l'animation de la grève devra prendre une forme un peu différente : on ne peut pas miser sur des manifs aussi grosses que le 5 ou le 17 dans la période, peut-être moins de soutiens profs ou étudiants sur les piquets et aux AG. Peut-être aussi la **nécessité de se regrouper un peu plus géographiquement, ou de tenir des caisses de grève puisque c'est parti pour durer…** Autant de questions qui commencent à être soulevées dans les AG de grévistes et qui devront être résolues par les grévistes eux-mêmes. À cette étape du mouvement, le besoin se fait sentir d'une organisation à la base et de coordinations entre différentes AG.

Cette nécessité de s'organiser et de se coordonner est renforcée par les mauvais signaux envoyés par les directions syndicales. L'Unsa multiplie les coups de sonde, même à la RATP, pour avancer l'idée d'une trêve – mais sans aucun succès. La CGT cheminots affiche sa détermination, mais continue à pousser la grève vers les sujets d'entreprise, sans succès là non plus.

Du côté des chefs et cadres qui remplacent les grévistes, ça craque un peu partout… Il leur a été demandé de reporter leurs congés, mais certains ont refusé. Les guichets sont saturés. Le matériel n'est pas bon et sort des ateliers avec de nombreux défauts. **Des rames font des allers-retours sans passer à la maintenance.** À la RATP, certains annoncent des faiblesses à venir des régulateurs au métro et équipes de mercenaires qui remplacent les grévistes sur toutes les lignes.

Le gouvernement met la pression pour assurer les trains en ce week-end de grand départ. Mais lorsque le ministre des transports Djebbari ose affirmer que *« 100 % des clients ayant un billet pourront voyager »*, c'est la direction de la SNCF elle-même qui s'étrangle. Connaissant l'état de la production, on risque de friser l'émeute dans les gares !

Toute cette opération de com' gouvernementale a

malheureusement des conséquences en termes de sécurité des usagers et des travailleurs des transports. En témoigne ce décret gouvernemental signé le 17 décembre qui autorise une dérogation aux règles de repos et de temps de travail dans le transport routier de voyageurs (dont les « cars Macron »). Et hop ! Par une signature du premier ministre, les taquets de temps de travail journalier et hebdo sautent dans tout un secteur (la preuve que ce serait facile à faire dans l'autre sens !).

● Jeudi 19 décembre

À l'issue des négociations du 19 décembre, comme prévu la CFDT voit des « avancées » et l'Unsa ferroviaire lâche la grève à la SNCF. Et pour quoi ? Rien. Pas même le retrait de l'âge pivot. Le Premier ministre évoque des « marges de manœuvre ».

Dès le soir, de nombreuses motions sont tombées de syndicats régionaux Unsa SNCF qui condamnent la décision de leur fédération et appellent à continuer la grève. **La pression venue d'en bas, des grévistes et des AG, se fait ressentir !**

L'intersyndicale CGT, Sud, FO et FSU demande toujours le retrait, et dit *« pas de trêve »*, mais la prochaine date de mobilisation est renvoyée au 9 janvier.

L'Unsa RATP publie un communiqué bien senti qui exprime la pression des grévistes. Le ton est donné : *« même si les confédérations partent en vacances jusqu'au 9 janvier, nous, on reste en grève ! »*

La CGT cheminots est aussi sous pression de la détermination des grévistes. Certains responsables CGT cheminots ont annoncé en AG que la date du 9 était trop lointaine et qu'ils tentaient d'obtenir de la confédération une date le samedi 28 décembre.

Jeunes ou profs, des réseaux de militants du mouvement s'organisent pour être actifs durant les congés. Les liens noués avec les cheminots et la RATP seront précieux pour permettre ces activités et utiles pour que les grévistes ne soient pas seuls sur les piquets pendant les fêtes.

● Vendredi 20 décembre

Cette année on va faire le gréveillon !

Les AG ont reconduit quasiment à l'unanimité.

La date du 9 janvier est soulignée comme lointaine pour des grévistes en reconductible, cela n'a pas créé de réactions de démoralisation mais plutôt attiré l'attention des grévistes sur le fait que les directions syndicales (même CGT et Sud) sont capables de prendre des décisions dans leur dos qui nuisent au mouvement, voire plus dans le futur. Cette conscience semble pousser dans le sens d'une volonté de prendre la grève en main de la base au sommet.



En région parisienne le problème de la coordination RATP/SNCF a enfin été posé à une échelle conséquente (100 grévistes, surtout des chauffeurs de bus mais pas que).

Pas de reprise du travail annoncée donc, ni à la RATP ni à la SNCF, une pluie de motion d'AG, de comités de grève ou d'intersyndicales locales qui rejettent la trêve, **beaucoup de propositions d'actions, banquets de Noël, temps forts, manifestations la semaine prochaine.**

● Lundi 23 décembre

Et il n'y a pas eu trêve ! Une action le matin à la gare de Lyon, massive, a permis de montrer concrètement le nombre impliqué dans la grève. Les « soutiens », en particulier les profs en vacances, sont au rendez-vous et les « fêtes de grévistes » sont de francs succès.

La veille, Macron avait annoncé renoncer à sa retraite de président.



● Mardi 24 décembre

Le 24 décembre, **les « petits rats » de l'Opéra de Paris en grève interprètent le « Lac des cygnes » sur le parvis du Palais Garnier.** À la clause du grand-père, ils répondent : *« Nous ne*





serons pas la génération qui aura sacrifié les suivantes. »

● Jeudi 26 décembre

Ce qui domine, c'est le fait que la grève tient bon et la fierté de foutre en l'air le Noël de Macron… La **fierté de tenir des AG et des piquets les 23, 24 et 26 décembre**… Un bon moral du côté des grévistes donc.

Sentiment de fierté exprimé à Paris dans une manif petite mais costaude d'environ 1500 : grévistes (environ 1/3) et leurs soutiens (2/3, dont de nombreux gilets jaunes, des profs, des jeunes) à l'appel de syndicats locaux RATP, de Sud-rail et des AG de grévistes elles-mêmes. Beaucoup de banderoles d'AG de grévistes locales. Un bon tour de chauffe avant le samedi 28 avec des manifestations dans plusieurs villes.

● Mardi 31 décembre

Le 31 décembre, les vœux de Macron qui ne disent rien font flop. **Les grévistes expriment leurs « contre-vœux »** le soir même : *« Pas de trêve, nous appelons les salariés du privé à nous rejoindre. Avec une idée en tête désormais : amplifier le mouvement. »*



● Samedi 4 janvier

Nouvelles manifestations contre la réforme des retraites, à Paris à l'appel des unions départementales.

À la fin des congés, il est clair que la trêve n'a pas eu lieu, l'enjeu de la rentrée est que d'autres secteurs rejoignent la grève. De ce point de vue l'appel intersyndical du 3 janvier, à deux



manifestations, une le jeudi 9 et une autre le samedi 11, a été interprété par les grévistes et leurs soutiens comme un encouragement.

De son côté, la direction SNCF a travaillé… pour faire plus rouler les trains dès le lundi de la rentrée avec un effet psychologique dans le but d'affaiblir la grève. Les cheminots avaient pu constater que beaucoup de conducteurs non-grévistes avaient été laissés au repos la semaine précédente dans le but de frapper fort.

● Lundi 6 janvier

À la veille de la reprise des « négociations », **Laurent Berger propose une « conférence de financement », une « sortie de crise » à peu de frais.** La posture de recherche de compromis du gouvernement… est salement écornée par la nouvelle



qu'il a déjà transmis le projet de loi au Conseil d'État.

La grève s'est un peu renforcée en ce 6 janvier par rapport aux fêtes, même si les circulations annoncées sont supérieures. Effets d'annonces cependant, voire vrais mensonges au métro parisien, les usagers en ont fait les frais. À la SNCF ça n'a pas tant roulé que ça : au mieux un service dit S1 (sur une échelle de S0, quasi nul, à S4, quasi-normal).

Journée de remobilisation par des heures d'info syndicales à l'éducation, où des grévistes SNCF ou RATP étaient parfois invités.

● Mardi 7 janvier

Les AG cheminotes continuent à réunir quelques dizaines de grévistes reconduisant souvent à l'unanimité. Parfois des actions, ou des manifestations. **Très souvent des diffusions sont organisées vis-à-vis de l'extérieur, surtout des boites du privé (parfois avec des profs ou autres)** : ceux d'Austerlitz rendent visite à Sanofi à Vitry-sur-Seine, ceux de Saint-Lazare et Achères vers PSA Poissy le 8 janvier.

Une petite manifestation à l'initiative des profs à Paris le 7 janvier mais pas déprimante.

Dans les facs parisiennes, beaucoup d'annulations ou de reports des partiels à cause des difficultés de transport. Là où les partiels étaient maintenus, des blocages n'ont pas trop mal fonctionné, occasion de s'adresser aux étudiants pour préparer le 9 janvier.

● Jeudi 9 janvier

Réussite incontestable des manifestations. Tous les échos font état de mobilisations qui marquent la détermination – même si le nombre de participants est soit égal soit un peu inférieur au 5 ou au 17 décembre. Si on prend les chiffres de la police, on reste sur une participation deux fois plus importante que la plus grosse journée de la mobilisation sur la loi travail de 2016.

Côté grève : les taux remontent spectaculairement à la SNCF et aux bus RATP après un tassement les trois semaines précédentes (ils ne descendent pas du tout au métro, et se maintiennent à un niveau exceptionnellement haut depuis 36 jours). Plus des deux tiers des conducteurs ont fait grève en ce 36e jour, près d'un tiers des cheminots au total. **Dans l'éducation, c'est la quatrième journée de grève massive (majoritaire ou presque) en un mois.**

Côté gouvernement, ça patauge. On commence à entendre des voix discordantes chez les députés En marche ou Modem. Les ministres ne parviennent toujours pas à répondre aux questions simples à propos de la réforme (à l'Assemblée nationale, Pietraszewski bafouille face à une députée PS).

Le gouvernement fait donner ses flics, de manière démonstrative, dans beaucoup de villes en même temps contre les manifs. À Paris ou à Rouen, ils ont ciblé des grévistes reconnus de leurs collègues et parfois dirigeants syndicaux. Un choix risqué qui pourrait aussi bien se retourner contre le gouvernement. Cela ne fait que renforcer la détermination du noyau dur gréviste, et pourrait faire protester un milieu plus large déjà en colère contre Macron.

Les 36 jours de grève accumulés pèsent sur le compte en banque. Mais beaucoup de grévistes



insistent aussi sur le fait qu'il n'y a aucune raison de reprendre après 36 jours sans avoir obtenu la première revendication, le retrait.

Du côté de la CGT et de ses alliés, le communiqué du soir titre « on continue ! » et lâche trois dates rapprochées la semaine suivante (14, 15, 16) – un encouragement à tenir la grève RATP/SNCF/Educ dans tous les cas jusqu'au mardi. Mais les formulations sont loin d'être combattives, et indiquent la possibilité d'un retournement dans les prochains jours. Pour ne citer que la dernière phrase : *« réunir des AG partout pour mettre en débat les modalités permettant de poursuivre la mobilisation dans le cadre de la grève lancée le 5/12 »*.



Dans un article du *Monde* du 9 janvier au soir : « Allan, lui, est déjà prêt à manifester samedi, encore une fois. L'électricien en maintenance et délégué CGT chez PSA dans les Yvelines va même consacrer une bonne partie de son vendredi à mobiliser ses collègues, *"parce que dans la métallurgie, on ne peut pas travailler jusqu'à 64 ans, c'est une aberration. Quand vous produisez une voiture toutes les 1 minute 45, la productivité est très forte et les salariés sont forcément usés."* En attendant, Allan finit la journée avec un brin de fierté : "***Regardez cette manif, c'est pas un baroud d'honneur. Les gens ne baissent pas les bras, ils sont nombreux, ils sont contents. Donc peut-être qu'aujourd'hui, nous n'avons pas assez de force pour vaincre, mais le gouvernement n'a pas non plus assez de force pour nous écraser.***" »



● Vendredi 10 Janvier

Les violences policières ont beaucoup révolté et fait discuter. Face aux images de tirs de LBD (lanceur de balles de défense) à bout portant ou le tabassage d'une gréviste de la ligne 9 pour avoir ramassé son portable à proximité de policiers déjà très occupés à tabasser un de ses propres collègues, les journalistes de BFM étaient unanimes : comme le dit l'un d'eux : *« Le LBD n'est pas fait pour être utilisé à moins de 10 mètres, ça il faut quand même avoir le courage de le reconnaître… »*. Les opérations de terreur et de dissuasion préméditées par les préfectures de police à Paris, Nantes, Rouen et ailleurs, se sont-elles retournées contre leurs initiateurs ?

La journée a été chargée le vendredi 10. Sur Paris, en plus des AG et diffusions pour étendre le mouvement, se sont tenus :

- une AG/meeting RATP porte de Vincennes avec plusieurs centaines de grévistes ;
- un rassemblement devant le commissariat du 8e à plusieurs centaines qui a abouti à la libération d'un cheminot Sud-rail de la gare du Nord et d'un traminot Sud-RATP de la ligne 9 ;
- une action des territoriaux de Paris qui ont envahi le Conseil d'État ;
- une action des profs qui ont envahi le salon « parcoursup » post-bac.

Belle action à Toulouse d'envahissement d'Axa – il n'y a pas que les Américains de BlackRock qui font dans le fonds de pension, mais aussi les patrons bien de chez nous.

● Samedi 11 janvier

Les manifs du samedi 11, sont bien plus grandes que celles des samedi 28 décembre et 4 janvier. **Les cortèges de grévistes sont très nombreux et s'organisent pour tenir face à la pression des flics,** parfois empruntent des itinéraires alternatifs, etc. Beaucoup disent qu'ils ne laisseront plus faire les violences sans réagir…

Présence remarquée des avocats et de travailleurs de petites boîtes (BTP) dans les manifestations de samedi. Dans les raffineries, la grève « reconductible » continue sous ses modalités « tournantes » mais continue tout de même. Les ports de Marseille ou de Saint-Nazaire ont été fermés.

C'est du côté des enseignants, troisième pilier, que le mouvement pourrait trouver des réserves de force bienvenues. Dans les lycées on prépare les actions contre les E3C (le bac en contrôle continu sauce Blanquer).

L'actualité du week-end, c'est bien sûr la manœuvre d'Édouard Philippe autour de la mise en place de la « conférence de financement » maquillée en retrait de « l'âge pipeau ».

Grève de 2019-2020

Comme l'a dit Philippe Poutou : *« le retrait de l'âge pivot est un non-événement tant c'était programmé depuis quelques semaines. Le « provisoire » donne un côté gag à l'histoire. Pendant les manœuvres et le matraquage, la bataille doit encore se renforcer, s'étendre, se radicaliser pour faire plier le pouvoir. »* Ou Olivier Besancenot : *« Nous ne luttons pas depuis le 5 décembre pour se contenter d'un retrait « provisoire » de l'âge pivot ou d'une conférence de financement. Personne n'est dupe. Engouffrons-nous dans la brèche. La lutte continue jusqu'au retrait ! »*

Le détail de la lettre de E. Philippe montre tous les pièges et contreparties à ce prétendu retrait de l'âge pivot. **La conférence de financement devra décider comment partager la misère**, comment



faire 12 milliards d'économies sur le dos des travailleurs actifs ou retraités avec interdiction d'augmenter le salaire brut (appelé « coût du travail »). Y participer, c'est se placer dans le cadre de la retraite à points. Mais la direction de la CGT n'est pas capable de boycotter – ce qui est complètement contradictoire avec le fait de continuer à appeler au retrait.

L'avantage de cette manœuvre gouvernementale c'est qu'elle montre que le gouvernement est





sur le reculoir. Beaucoup de grévistes RATP ou SNCF qui tirent la langue au bout de 40 jours ne veulent pas reprendre, malgré le pistolet financier sur leur tempe, pour ne pas laisser penser qu'ils approuvent ce prétendu compromis, que le gouvernement a quasiment négocié avec lui-même.

● Mardi 14 janvier

Pendant que les négociations au sommet se poursuivent avec les « partenaires sociaux » sur la pénibilité ou « l'emploi des seniors », la grève et la mobilisation continuent.

À la RATP, début de semaine marquée par la réponse à la répression, avec deux rassemblements, le lundi à Vitry, le mardi à Paris 12e, contre les procédures disciplinaires visant des grévistes.

Réponse claire après l'agression policière contre une conductrice de la ligne 9, lors de la manifestation du 9 janvier : la grève y est massive le lundi, en provoquant une sacrée pagaille pour la direction qui voulait faire fonctionner cette ligne coûte que coûte.

Le jet de robes des avocats devant la ministre a été imité par des professeurs qui ont jeté des manuels scolaires et par des hospitaliers jetant leurs blouses blanches lors des vœux de la direction de l'hôpital Saint-Louis.

Aux côtés de la RATP, la SNCF et l'éducation, d'autres participent à la grève : l'EDF (avec blocage de la centrale nucléaire de Gravelines), les raffineries, les ports (avec plusieurs ports bloqués), des territoriaux. Des centres de la Banque de France qui



gèrent les billets se sont mis en grève ce lundi. Il y a aussi Météo France, Radio France, l'Opéra de Paris, des bibliothèques…

● Jeudi 16 janvier

Les manifs du jour ont été moins nombreuses que la semaine précédente (200 000 dans le pays selon la police, 450 000 une semaine avant).

À la SNCF/RATP, le nombre de grévistes a remonté pour cette journée, mais dans une tendance générale à la baisse. La grande majorité des AG ont voté la reconduction de la grève. Mais les discussions sont nombreuses sur les modalités. Diverses propositions sont débattues, notamment la grève sur les temps forts ou la grève perlée mise en avant par les syndicats. Mais aucune ne se dégage et n'emporte l'adhésion du noyau dur. **Ceux qui reprennent le travail après 43 jours de grève ne raccrochent pas les gants :** pour eux comme pour leurs collègues qui ont fait moins de jours, le mouvement continue. D'où la hausse sur une journée comme jeudi. Un noyau dur se maintient en reconductible de manière lucide, pour faire militer sur les grosses journées, continuer de garder dans le coup ceux qui ont repris le travail, et alimenter les actions quotidiennes. Avec un moral très bon au vu de la situation, car ils observent et encouragent une forme de relève d'autres secteurs.

Les profs représentaient plus de la moitié de la manif parisienne, encore avec des banderoles d'établissements, beaucoup de jeunes, de non syndiqués, des regroupements par quartiers, une envie d'interpro et d'actions nombreuses comme le rectorat de Paris qui a été envahi la veille.

On note une participation du privé, souvent sur des revendications propres. À Lille où les ouvriers de l'usine Cargill se battent contre les licenciements. Ils ont des piquets de grève depuis lundi sur leur usine. Mercredi, lors d'une AG commune avec les cheminots, ils ont décidé de participer à la manif dans un cortège commun. Ils ont défilé bras-dessus, bras-dessous dans la manif de jeudi.

À PSA Poissy, le soutien aux grévistes s'est exprimé lors d'une collecte en faveur des cheminots qui ont récolté 2 900 euros en une heure. Ce soutien large des salariés se vérifie dans toutes les villes et toutes les actions. Il indique une défaite profonde du gouvernement, déjà affaibli par la grève des cheminots de 2018 et surtout les Gilets jaunes, ainsi qu'une possibilité de rebond, en tout cas une situation de lutte toujours ouverte dans laquelle les phases aigües peuvent se succéder rapidement.

Des lycées ont été nombreux à être bloqués ce jeudi matin, dont l'emblématique Louis-le-Grand. Quelques AG plus nombreuses dans les facs, parfois encouragées par la mobilisation qui commence chez les personnels du supérieur. Pas encore massif, mais les retours montrent une politisation anti-Macron et plus largement dans la jeunesse qui pourrait s'exprimer bientôt dans la rue.

… À suivre !



Grève de 2019-2020

Rencontres avec la fraction *L'Étincelle* du NPA

Les 8 et 14 janvier derniers, à Paris, notre courant a rencontré des grévistes de la SNCF et de la RATP, ainsi que les étudiants et enseignants venus les soutenir sur les piquets et les assemblées générales. Les discussions ont porté sur les questions en jeu dans le mouvement de grève. Nous transcrivons ici des extraits des interventions de camarades de la Fraction. Les discussions menés essentiellement par des grévistes des bus, du métro ou de la SNCF, ont été particulièrement percutantes. Ces grévistes ont à chaque fois animé le débat avec beaucoup de détermination et la conscience (et fierté) de mener la lutte de classes. Pas question pour eux que ça s'arrête là. Y compris du point de vue de la nécessité de s'organiser politiquement, en tant que révolutionnaires.
Décidément, le slogan « la grève aux grévistes », n'est pas une vaine formule !

Introduction à la rencontre du mercredi 8 janvier

« Discutons donc aujourd'hui de la politique des révolutionnaires dans le mouvement. Discutons aussi de la politique du camp d'en face, de l'état de la mobilisation puis de tous les problèmes liés à la direction du mouvement.

La réforme des retraites, pour qui, pourquoi ?

Nous n'allons pas détailler les mécanismes de cette réforme que vous avez tous dénoncée dans des tracts et des interventions.

(…) On nous parle d'une conférence sur le financement qui va s'ouvrir vendredi. Son but ? Examiner par quels biais faire les poches des travailleurs. Nous faire partager la misère (ce qui est d'ailleurs le principe de la retraite par répartition, mais là, pour l'aggraver !). Pas question ! Le seul financement, c'est de faire payer les riches et les exploiteurs en imposant l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

De toute façon, ces négociations avec la CFDT (quasiment des négociations internes au gouvernement) sont un faux semblant qui n'a rien à voir avec la grève et ceux qui la font**.** Toutes les Assemblées générales exigent depuis plus d'un mois le retrait du projet, en finir avec la retraite par points. Car ce projet revient à baisser les pensions, baisser les cotisations (patronales), c'est-à-dire le salaire différé (notamment mais pas seulement avec l'exonération au-dessus de 10 000 euros – 72 milliards d'économies pour les patrons sur dix ans). Avec des pensions abaissées, il s'agit de faire bosser les vieux, comme aux États-Unis et en Allemagne. Pas dans le métier qu'ils auront peut-être exercé une bonne partie de leur carrière. Non, car au-delà de 55 ans, c'est le chômage ou l'incapacité de travailler. Ce ne sera ni un emploi, ni la retraite pendant 10 ans encore, mais la précarité, à se disputer des jobs avec des étudiants. C'est un moyen d'agrandir l'armée de réserve des chômeurs et précaires, laquelle exerce une pression sur les salaires de tous.

Un autre aspect de cette réforme taillée sur mesure pour le patronat, c'est l'encouragement à la capitalisation, pour les plus hauts salaires (c'est déjà le cas) mais aussi pour des salaires plus moyens, de technicien ou d'ouvrier qualifié en CDI.

Autant d'aspects qui intéressent le Medef au plus haut point. Macron a fait cette mesure pour eux.

BlackRock, Axa, AG2R, CNP Assurances, Generali, Amundi, BNP…

Les cheminots de Gare de Lyon ont eu bien raison d'envahir le siège de BlackRock le 7 janvier, ce géant de la finance parmi d'autres, qui a dicté cette réforme au gouvernement. Il y a quand même un « mais »… De la gauche institutionnelle à la droite, on met en avant l'épouvantail BlackRock car c'est une entreprise américaine. Mais des boîtes bien françaises font exactement la même chose : Axa, AG2R, CNP Assurances, Generali, Amundi, BNP…

BlackRock est un « gestionnaire de fortunes et de placements » qui centralise 7 000 milliards d'euros. Dont des fonds de pension. Comment place-t-il son argent ? En général il choisit un pays et investit en bourse en espérant en retirer des dividendes. Donc il investit dans PSA, Amazon, Lafarge ou encore la BNP dont il prélève une partie des bénéfices, qui eux-mêmes viennent de l'exploitation de notre travail salarié.

Plutôt que de choisir une entreprise ou une industrie, il met un peu d'argent dans toutes. Il prend 5 % de Peugeot, 5 % d'Axa, 5 % de Carrefour. Si une entre-

prise fait un mauvais résultat conjoncturel, les autres rattraperont le coup. Ces « gestionnaires de fortunes et de placements » ne mettent pas leurs œufs dans le même panier. C'est ce que les financiers appellent la « propriété commune » ou encore le « communisme des actionnaires ».

En fait les géants de la finance ne s'intéressent pas aux résultats de l'exploitation dans un secteur particulier. Ils s'intéressent aux résultats de l'exploitation moyenne de toute la classe ouvrière d'un pays (et même de plusieurs). Pour augmenter leurs profits et évaluer leurs bénéfices, ils ne se demandent pas combien de voitures seront vendues en France ou bien si la grande distribution se porte bien en Allemagne, mais ils regardent des paramètres directement politiques, car communs à toute la classe ouvrière : augmentation ou compression des salaires (directs ou indirects, d'où les retraites), taux de chômage (plus il est haut mieux c'est), temps de travail et flexibilité, droit du travail. Ils sont intéressés directement au résultat politique de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale.

C'est à cette échelle que raisonnent les grands bourgeois, les commanditaires de Macron.

L'État à leur service

Ils savent que l'État est à leur service, au service de la défense de la propriété privée des moyens de production. Cela ne date pas d'hier, même si c'est particulièrement visible avec ce gouvernement de banquiers et de DRH. L'État moderne a toujours été au service de la bourgeoisie, en dépit de ceux qui, à gauche, veulent faire croire le contraire. Derrière le slogan mensonger de la République, *« Liberté, égalité, fraternité »*, il y a la dictature du capital. Il n'y a pas de démocratie entre exploiteurs et exploités.

Cet État, c'est non seulement toutes les institutions politiques et médiatiques de la bourgeoisie, son affichage public, mais aussi son appareil judiciaire, policier et militaire. D'où la répression sur les piquets de grève, qui n'est pas « un abus de pouvoir » de la police mais son rôle fondamental de maintien de l'ordre social capitaliste. Il ne s'agit donc pas de sagement s'en indigner mais de se donner des moyens collectifs d'y résister. En sachant qu'en face ils sont capables de tout, qu'ils n'ont aucune limite sinon celle que nous mettons par le rapport de force.

Conscience de classe

Il y a deux classes fondamentales : pour l'heure, *« ceux qui ont un flingue, et ceux qui creusent »*. Ceux qui produisent les richesses, et ceux qui ne servent à rien mais les exploitent. La grève des cheminots et des conducteurs de bus le démontre : ce ne sont pas les patrons de la SNCF ou de la RATP qui font rouler les trains, les trams et les bus.

Et l'un des premiers acquis des grèves actuelles, c'est la conscience d'être une classe sociale, celle des travailleurs, comme l'ont montré le refus des grévistes des différents secteurs de ladite « clause du grand père » : nous avons tous entendu dans les différentes assemblées générales les interventions pour décrire la situation d'un gosse d'ouvrier, quasiment condamné à la relégation scolaire, puis à la précarité des petits boulots, puis à l'exploitation dans un emploi plus ou moins « stable » et pénible… Et à tous ces jeunes on voudrait maintenant arracher leur future retraite ! Pas question, comme l'ont résumé les grévistes de l'Opéra : « *Nous ne voulons pas être la génération qui a sacrifié la suivante* ».

Alors pour en finir avec l'exploitation, le mal fondamental de la société capitaliste, il faudra exproprier la bourgeoisie, une révolution sociale, poursuivre et faire aboutir de façon victorieuse les épisodes révolutionnaires du passé.

Un mouvement de masse, politique

Ce que nous vivons actuellement, ce n'est pas encore une révolution, mais c'est déjà une grève de masse, politique. La question du « blocage » économique revient souvent dans le mouvement. Oui, la force des travailleurs c'est la grève, car c'est par la grève qu'on fait la démonstration qu'on produit toutes les richesses. La grève, donc, cela tape au portefeuille des patrons… Certains en déduisent qu'il suffirait de bloquer quelques cibles prioritaires pour avoir le même effet qu'une grève. C'est faux. Car le patronat sait se serrer les coudes et leur portefeuille est mieux garni que le nôtre. Si le rapport de force était uniquement comptable, nous aurions perdu d'avance.

En réalité le bras de fer est politique. Faire basculer de nouvelles couches dans la grève, c'est faire prendre conscience à tout le monde de la fragilité de Macron et de la domination de la bourgeoisie qu'il représente.

Suite à un an de mobilisation des Gilets jaunes (d'ailleurs il y avait beaucoup de Gilets jaunes parmi les grévistes RATP ou SNCF), voilà cette grève sur les retraites à échelle nationale, c'est-à-dire sur un sujet qui concentre tous les problèmes de l'exploitation capitaliste : c'est forcément un mouvement politique. Politique aussi par ses revendications et ses aspirations qui sont bien plus larges que la seule réforme des retraites. C'est dans ce genre de mouvement que les travailleurs peuvent faire basculer le rapport de force en leur faveur et faire taire les réactionnaires de tout poil, racistes ou intégristes.

Beaucoup s'inquiètent de la polarisation entre Macron d'un côté et Le Pen de l'autre, qui conduirait 2022 à se résumer au duel entre un banquier ami

des racistes et une raciste amie des banquiers. Mais cette épée de Damoclès ne se lèvera pas en 2022 ou dans les élections qu'il y a entre temps. Le mouvement actuel peut permettre de rebattre les cartes politiques en mettant au centre du jeu non pas les élections et les campagnes nauséabondes sur les musulmans ou l'insécurité mais les intérêts et les aspirations des travailleuses et des travailleurs, dans tout ce qui les unit, quels que soient leur sexe et leur couleur de peau.

Le rôle d'un parti ouvrier révolutionnaire dans les luttes

De même que les bourgeois font de la politique (BlackRock etc), de même qu'ils ont leur État-major politique (le gouvernement, sa police, son armée), il faut que les travailleurs, la classe ouvrière, aient le leur. Sinon nous sommes condamnés à perdre les batailles de cette lutte de classe.

Cet État-major, c'est l'inverse de l'union de la gauche. Les partis dits de gauche PS, PCF, Verts ou ceux qui sont à l'origine de LFI, ont tous déjà gouverné ensemble ou séparément. À chaque fois, de Mitterrand et son gouvernement PS-PC jusqu'à Hollande PS-Vert et Jospin et sa gauche plurielle, ils ont fait des promesses de campagne aux ouvriers pour être élus, puis ont gouverné dans l'intérêt du patronat et des riches. Ce sont des partis bourgeois, ils sont candidats à gérer les affaires de la bourgeoisie.

S'ils se montrent aujourd'hui dans les AG de grévistes, c'est dans l'espoir de profiter de la popularité de la grève pour gagner des voix aux prochaines élections. Ils offrent un recours à la bourgeoisie, ils lui offriront de sauver son système si le mouvement prend de l'ampleur. Comme ils l'ont fait lors des deux dernières grèves générales en Juin 1936 et en Mai 1968.

Le parti que nous cherchons à construire est sur un terrain complètement différent. Un parti qui permette aux travailleurs qui le veulent de prendre en main eux-mêmes leur propre sort jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la révolution contre leurs exploiteurs.

La politique des confédérations syndicales, sous pression

Pour l'instant, ce sont encore les centrales syndicales qui chapeautent le mouvement, malgré le slogan de la base, « la grève aux grévistes ».

Si on doit résumer le rôle fondamental des bureaucraties syndicales, c'est, en tant qu'organisations domestiquées, de défendre la politique de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. C'est un rôle très contradictoire, ambivalent. C'est le résultat d'une vieille histoire de plus de cent vingt ans d'intégration dans la société capitaliste. Bien sûr, quand nous parlons des directions syndicales, nous ne parlons pas des centaines de milliers de syndiqués qui font toutes les grèves. Mais le poids des instances bureaucratiques, de ces « corps intermédiaires » comme disent les politiciens, est si fort aujourd'hui (puisque beaucoup de syndicats n'ont presque plus de base), que c'est cette politique de collaboration de classe, de « dialogue entre partenaires sociaux » qui domine tout le syndicat. C'est cette évolution fondamentale qui explique les sales coups comme celui de proposer une trêve le 19 décembre en repoussant la journée d'action suivante au 9 janvier.

Bien sûr ces centrales syndicales sont sous pression. Elles ne font pas ce qu'elles veulent. On l'a vu avec les Gilets jaunes. Jusqu'ici, Sud-Solidaires, la FSU et surtout celle qui compte vraiment, la CGT, accompagnent la détermination des grévistes pour rester à leur tête, tout en lançant des ballons d'essai. Se dire pour le retrait mais aller aux négociations ; appeler à généraliser la grève mais donner rendez-vous dans 3 semaines. Une politique qui a l'air brouillonne et contradictoire mais qui fonctionne comme amortisseur social : il faut qu'elles conservent sinon la confiance du moins l'assentiment des grévistes pour jouer les pompiers auprès du gouvernement. Leur attitude dépend aussi de celle du gouvernement qui peut se montrer plus ou moins rétif à leur donner « du grain à moudre ».

Macron a cru avantageux de mettre les syndicats sur la touche au début de son mandat. La crise des Gilets jaunes a montré d'un côté les problèmes que posent au pouvoir l'absence d'intermédiaires, et de l'autre l'incapacité des directions syndicales à jouer ce rôle face à ce mouvement.

Gouvernement et syndicats tentent aujourd'hui de revenir à un conflit social plus « classique ». D'où le paritarisme (annonce oubliée de Philippe le 11 décembre). Mais aussi le cinéma des négociations avec la CFDT.

Gagner le retrait du projet implique en fait de se battre à la fois contre le gouvernement et le patronat mais aussi de se battre au sein du mouvement pour que les travailleurs dirigent eux-mêmes leur propre grève, sans la laisser aux bureaucraties syndicales.

La grève aux grévistes !

Comment ? Par une grève active. Des Assemblées générales. Des Comités de grève. Pas seulement sous forme d'un comité d'organisation mais une véritable direction locale.

Pas un syndicat de plus à côté des autres mais un petit gouvernement des grévistes – comme les patrons ont leur Directoire et leur Conseil d'admi-

nistration – qui rassemble des syndiqués de toute appartenance et des non syndiqués. Élu régulièrement en AG, avec des délégués révocables s'ils ne sont pas à la hauteur. Chargé de mettre en musique les décisions de l'AG mais aussi de présenter les décisions à prendre, les choix à faire de manière à ce que tout ce qui concerne la grève soit tranché par un vote en AG par les grévistes eux-mêmes.

Même s'il y avait des comités de grève partout (il y en a déjà beaucoup mais pas encore partout), la grève n'appartiendrait toujours pas aux grévistes. Car nous sommes dans un mouvement d'ensemble, national, dans lequel chacun regarde à juste titre les autres secteurs. La RATP a entraîné la SNCF qui donne de la force en retour à la RATP. La détermination dans le transport est peut-être en train de faire basculer les profs, en tout cas on l'espère.

Et je ne parle pas des raffineries, d'EdF, de la culture, etc.

Pour réellement contrôler son mouvement de A à Z, la base doit se hisser au sommet. C'est-à-dire qu'elle doit se poser en direction alternative à celle des syndicats, Martinez et compagnie. Mais une direction très différente, une direction élue et révocable, contrôlée en permanence par les grévistes eux-mêmes. Pour ça il faut une organisation qui permette à tous les grévistes de toutes les AG de contrôler celles et ceux qu'ils auraient choisi comme porte-parole ou figures du mouvement. Cette organisation, c'est une Coordination.

C'est dans ce sens que nous participons activement, en tant que grévistes, à la Coordination RATP/SNCF. Aujourd'hui c'est une réunion qui a permis d'organiser des actions (certaines réussies comme la manif du 26 décembre) ou les piquets tournants sur les bus. Cela permet d'appeler des soutiens à venir sur vos piquets et de centraliser un peu les informations.

Mais cette réunion pourrait devenir plus que cela. Elle pourrait non seulement organiser des actions et centraliser les piquets en région parisienne dans les bus, mais elle pourrait devenir une véritable direction du mouvement issue de la base. À condition que ses participants aient cet objectif en tête et se donnent les moyens de l'atteindre. Représenter au niveau national le plus d'AGs possible de grévistes en reconductible, RATP et SNCF pour l'instant (les profs peuvent avoir leur propre coordination et des liens peuvent se faire entre coords). Cela permettrait de continuer à faire vivre la grève malgré les décisions des appareils syndicaux. Cela serait le pire cauchemar de Macron, une véritable « gilet jaunisation » de la grève ouvrière, qui le laisserait sans interlocuteur crédible pour négocier. Cela serait aussi un encouragement aux travailleurs du privé de voir que les grévistes ne suivent pas les syndicats mais s'organisent eux-mêmes – cela voudrait dire qu'ils peuvent aussi le faire.

Nous soulevons ici un problème général pour les révolutionnaires du monde entier : c'est l'enjeu de la lutte de classes à l'échelle mondiale, au Chili, en Algérie, à Hong-Kong, au Liban, en Irak… : aux travailleurs en lutte de se donner leurs propres représentants, leur propre direction, issus de leur lutte même. » ■

Introduction à la rencontre du mercredi 14 janvier

« Si nous sommes organisés politiquement dans une organisation révolutionnaire, c'est parce que nous pensons qu'une seule classe sociale peut renverser ce monde capitaliste, et que cette classe sociale c'est la nôtre, c'est celle des travailleurs, avec ou sans emploi, c'est-à-dire une immense majorité de la population mondiale. Face au camp d'en face, il faut s'organiser politiquement pour que toutes les expériences de notre classe nous permettent d'aller plus loin et un jour de nous libérer du joug de l'exploitation. […]

On a déjà souvent discuté entre nous de la nécessité pour les grévistes eux-mêmes de se coordonner, afin que la base, la force vive, se hisse au sommet et que la grève appartienne vraiment aux grévistes et pas aux appareils syndicaux. Cette nécessité est toujours d'actualité. Plusieurs faits survenus cette semaine l'ont bien montré.

La répression

L'attitude de la police a franchi un cran dans les dernières manifs et sur les piquets. Ciblage dans les tabassages et arrestations de militants de la grève, syndiqués ou non, et de GJ qui manifestent chaque semaine. Répression patronale aussi : à la RATP (Patrick, Yassine et François à Vitry, Hani à Belliard, mais 120 procédures en cours !), mais aussi dans le privé : pressions patronales fortes à Saint-Malo avec chantage au licenciement pour que les salariés ne rejoignent pas les manifs (et ce n'est qu'un exemple).

Réaction de la ligne 9 du métro parisien : débrayage surprise massif pour protester contre le tabassage d'Irène et la garde à vue de Damien.

Nous ne sommes pas surpris par cette répression – d'autant que leur attitude contre les Gilets jaunes nous l'avait rappelé. (…) D'un côté les pseudo-négociations, le pseudo-dialogue avec un prétendu

« interlocuteur » que le gouvernement s'est choisi et qui n'est absolument pas celui des grévistes. De l'autre la matraque bien réelle, les vrais flashballs, les vrais licenciements pour faute improbable… Les deux faces de leur démocratie bourgeoise. Ces flics lâchés sur des travailleuses et des travailleurs sont l'image réelle du dialogue social.

Ces violences sont telles que même le journal *le Monde* a dû les reconnaître et en faire un édito, de même que BFM. Ce qui a fait dire à une collègue en AG lundi *« pour une fois j'ai vu un truc vrai sur BFM »*.

Du côté de la gauche, on nous a parlé du droit « constitutionnel » de manifester qui ne serait pas respecté. Tant mieux si les grévistes peuvent trouver quelques soutiens, même du côté des partisans d'une bonne république française. Mais nous savons bien par expérience que ce n'est pas parce que c'est écrit que c'est respecté. Le droit au logement existe sur le papier, mais il y a pourtant dans ce pays dit riche des dizaines de milliers de SDF. Ce qui fait la loi, c'est le rapport de force : à qui fera craquer l'autre.

La gauche s'indigne… des « abus »

Tout ce langage de la gauche ou des partis dits démocratiques est trompeur. Ces gens-là parlent de la police et de l'armée comme d'institutions républicaines nécessaires et qu'ils respectent. Il faudrait juste qu'il n'y ait « pas d'abus » ! Pas de « bavures ». Ils savent pourtant que l'armée mène ses guerres en Afrique pour les intérêts de Total ou Areva ; que la justice emprisonne les pauvres et laisse courir la fraude fiscale. Un bon gouvernement de gauche ferait-il mieux ? Les massacres de la guerre d'Algérie ont été déclenchés sous un gouvernement de gauche. Ce sont les flics de Valls et de Hollande qui ont assassiné Rémi Fraisse et Adama Traore et réprimé les opposants à la loi Travail en 2016. […]

Aujourd'hui ces gens-là ne pensent qu'élections et ils pourraient bien tendre le piège du référendum ou du RIC pour mettre fin à la lutte. D'ailleurs la FI vient de proposer à tous les parlementaires de signer une motion de censure en prévision d'un potentiel 49.3. On voit bien sur qui ils comptent : ceux qui siègent à l'Assemblée et dans les salons ; nous pensons au contraire que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Voilà d'un côté les pièges tendus par la gauche.

L'extrême droite, nichée dans l'appareil d'État

Mais il y a aussi les pièges tendus par l'extrême droite. Après pas mal d'hésitations (déclarations anti-grève, anti-manifestations, anti-régimes spéciaux, pour la trêve de Noël…démagogie raciste contre les grévistes), on a eu droit à un communiqué de Marine Le Pen de ferme soutien au mouvement, y compris à la grève. Des travailleurs, voire des grévistes, vont-ils être tentés de voter Le Pen pour « faire barrage » au banquier Macron ? Mais le RN (ex-FN) est lui aussi un parti lié aux institutions, né dans les milieux les plus militaristes et policiers de l'époque de la guerre d'Algérie (l'OAS). L'extrême-droite est bien institutionnelle, nichée au sein de l'appareil d'État, de la police, l'armée, et depuis toujours elle surfe sur la démagogie nationaliste et xénophobe, alors qu'il y a plus de points communs entre un travailleur français et algérien ou américain qu'entre un travailleur français et son patron français. Ces gens-là sont des ennemis de notre camp car ils cherchent à le diviser.

Les machines à dialogue social

Les confédérations, y compris la CGT, prévoient de participer à la conférence de financement. Ce qui n'aide pas la grève. C'est le grand problème de ce que sont devenus les syndicats. Des machines à « dialogue social », à négociations, concertations, bien plus qu'à lutter pour instaurer un rapport de forces et le pousser à son maximum. La direction de la CGT, quant à elle, si elle poursuit le mouvement jusqu'alors, c'est pour disputer à la CFDT son rôle de négociateur principal avec le gouvernement.

Certains grévistes proposent ce qu'ils appellent *« l'interpellation des directions syndicales »* ; il faudrait les asticoter, les mettre devant leurs responsabilités. C'est tactiquement parfois nécessaire, à condition de ne pas nourrir l'illusion que ces directions pourraient changer de nature. Dans la réalité, elles ne sont pas une direction pour nous, et ne le seront probablement plus, après tant de décennies de fonctionnement dans les rouages de la bourgeoisie. Il nous faut une autre direction, dans nos luttes. Pas les implorer pour qu'elles aient une bonne politique dans le mouvement, mais leur imposer cette politique, par nos propres moyens.

[…] Comme le disait un gréviste cette semaine *« Pour l'instant on n'a pas eu la force de battre Macron mais Macron n'a pas eu la force de nous battre. »* D'autant que les enseignants, les étudiants et différents salariés du secteur privé entrent aussi dans la danse. Donc on ne lâche rien ! » ■

Les peuples d'Iran, d'Irak et du Liban face aux USA et à leurs propres gouvernants

Le 3 janvier, Donald Trump fait assassiner dans la capitale irakienne, Bagdad, le général iranien Ghassem Soleimani d'un tir de drone, lequel, par la même occasion, tue son lieutenant en Irak, Abou Mahdi Al-Mohandes. Celui-ci est irakien, homme fort des milices Hachd al-Chaabi, des milices chiites irakiennes proches de l'Iran, créées en 2014 pour mener la lutte contre Daech (de concert avec l'armée officielle irakienne donc, et avec les USA… quel imbroglio !).

Le 8 janvier, en riposte, l'Iran envoie quelques missiles sur une base militaire américaine en Irak, qui font onze blessés. Peu importe : Donald Trump s'empresse de déclarer que l'armée américaine n'a eu aucune victime (il n'est pas à un mensonge près), et salue la modération de la riposte iranienne, se félicitant que l'Iran *« semble reculer »* et s'affirmant lui-même partisan de la paix. Il est vrai qu'en face, ce même 8 janvier, le ministre iranien des Affaires étrangères déclarait le même jour : *« Nous ne cherchons pas l'escalade ou la guerre, mais nous nous défendrons »*, assurant que les représailles *« proportionnées »* de la nuit étaient *« terminées »*.

Victimes collatérales de ce petit coup de chauffe entre les USA et l'Iran, les 176 passagers de l'avion de ligne ukrainien abattu le 11 janvier, peu après son décollage de l'aéroport de Téhéran, par un tir de missile. Les forces anti-aériennes iraniennes étaient sur le qui-vive, craignant une riposte américaine à leur riposte et ont tiré par erreur, s'excusent les autorités iraniennes (non sans avoir pendant quelques jours nié le tir de missile).

Ainsi va la diplomatie au Moyen-Orient !

Une guerre d'influence sur le dos des peuples

Car, même si c'est à coup de drones et de missiles, et au prix de pas mal de cadavres dont les dirigeants de la planète n'ont rien à fiche, l'escalade de quelques jours déclenchée par l'assassinat du général iranien ne se voulait qu'un coup de pression exercé par les USA dans leur guerre diplomatique pour réduire l'influence de l'Iran dans la région, et surtout son influence grandissante en Irak, dans ce pays que les USA considèrent comme leur fief depuis qu'ils l'ont envahi en 2003 en renversant le régime de Saddam Hussein.

De cette influence croissante de l'Iran en Irak, les USA eux-mêmes sont en grande partie responsables. Car pour contrôler les richesses pétrolières d'un pays, il faut aussi en contrôler le peuple. Et la dictature de Saddam Hussein n'était pas si facilement remplaçable par une autre, artificiellement bâtie sous le contrôle de l'armée américaine. Après avoir tenté de s'appuyer sur les divers potentats et chefs de clan sunnites du nord de l'Irak et sur leurs milices, et misé sur des gouvernements de coalitions entre notables des diverses communautés et la mise en place d'une caricature de Constitution basée sur le communautarisme (à l'image de la Constitution libanaise, disaient-ils), c'est finalement des gouvernements à majorité issue des notables de la communauté chiite (majoritaire dans le pays) que les USA ont mis en place. Et pour cela ils ont tablé sur une certaine alliance avec l'Iran. D'où la détente des relations des USA avec l'Iran, ces dernières années, sous le règne d'Obama : accord sur le nucléaire en échange d'une détente économique. Une détente que Trump a décidé de stopper.

L'État islamique (Daech) est en grande partie sorti des choix américains entre les clans sur lesquels ils s'appuyaient. Daech a été créé par des chefs de milices sunnites écartés du pouvoir, recrutant parmi la jeunesse des populations les plus pauvres du nord du pays, victimes de la répression menée contre eux par le régime mis en place par les USA à Bagdad. Avant que Daech ne parte tenter faire fortune en Syrie.

Et même si les notables qui dominent la communauté chiite irakienne sont aujourd'hui divisés entre partisans des USA (dont le chef du gouvernement, bien-sûr) et partisans d'une alliance avec l'Iran, ce sont en partie les milices de ces derniers qui ont été intégrées dans l'armée gouvernementale irakienne ou en sont devenues les supplétifs. Dont cette milice Hachd al-Chaabi, dont Abou Mahdi Al-Mohande, officiellement numéro 2, était le principal chef, et le général iranien Soleimani son mentor. Ce qui explique la présence de ce dernier à Bagdad, où Trump l'a fait assassiner.

Mais après ce petit coup de grisou militaire entre USA et Iran, savamment minimisé des deux côtés, c'est à nouveau sur la pression économique exercée sur l'Iran que Donald Trump dit aujourd'hui compter. Des sanctions économiques qui coûtent bien plus

Iran : l'unité nationale derrière le président de la république, Hassan Rohani, et le guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, n'a pas tenu longtemps. Depuis le week-end des 11-12 janvier les manifestations se sont multipliées contre les mensonges du régime.

cher au peuple iranien qu'à ses dirigeants, comme toujours.

L'unité nationale ou confessionnelle ne fait plus recette, face à la montée du mécontentement social

Depuis 2017 surtout, l'Iran a connu une certaine remontée du mouvement ouvrier et des grèves, malgré la dictature féroce du régime, les arrestations des militants, voire la mort de certains en prison. Ce fut notamment une série de grèves en 2017 pour demander des primes ou le versement des salaires impayés et des manifestations contre la vie chère et la corruption (voir *Convergences révolutionnaires* de février 2018). Et au mois de novembre dernier, l'augmentation brutale du prix de l'essence avait provoqué de grandes manifestations dans les rues de Téhéran et de plusieurs autres villes, malgré la répression (plus de 300 morts selon Amnesty International) où s'est exprimée la colère contre le chômage, les bas salaires et la corruption du régime (voir l'article de *Convergences révolutionnaires* de décembre 2019).

L'enterrement en grand pompe du général Soleimani a donné au régime, en ce début janvier, l'occasion de faire oublier cette vague de contestation par l'organisation d'une grande foire d'unité nationale dans plusieurs villes du pays, tellement massive que la bousculade dans la foule rassemblée à cette occasion dans la ville de Kerman (ville de naissance du général) a fait plus de 50 morts… Pour la patrie ?

Mais l'unité nationale derrière le président de la république, Hassan Rohani, et le guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, n'a pas tenu longtemps. La catastrophe du Boeing ukrainien, dont Khamenei lui-même a tenu à s'excuser, a redonné la parole aux contestataires : depuis le week-end des 11-12 janvier les manifestations se sont multipliées contre les mensonges du régime. Certes des manifestations bien moins nombreuses que celles du mois de novembre, et rassemblant surtout des étudiants et des manifestants issus de la petite bourgeoisie. Et face à elles la police n'aurait fait, selon les autorités iraniennes, qu'un usage modéré de la force, se contentant, si on ose dire, de grenades lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de grenaille faisant de nombreux blessés. Et voilà notre Trump de faire sa morale, demandant au gouvernement iranien de ne pas s'en prendre aux manifestants. Il sera peut-être moins à l'aise quand reprendront les manifestations de chômeurs et d'ouvriers, victimes de la dictature iranienne mais aussi des conséquences en matière de chômage, pénuries et hausses des prix des sanctions économiques américaines.

La jeunesse irakienne en révolte

Comme il est déjà moins à l'aise avec la contestation sociale en Irak, dans ce pays dont il soutient le gouvernement et qu'il considère comme un fief des USA. Là aussi l'assassinat du général Soleimani, et la cérémonie mortuaire qui en a suivi, avaient eu le mérite, aux yeux du gouvernement irakien et des USA, de faire taire la contestation sociale qui avait explosé à l'automne dernier, redonnant aux milices chiites et à leurs partisans le devant de la scène. Mais les larmes pour la mort du général iranien et de son acolyte irakien n'étaient pas unanimes, puisque, d'après le journal *Le Monde* du 11 janvier, *« en marge des cortèges funéraires, des sit-in de manifestants anti-pouvoir avaient été attaqués dans plusieurs villes du sud du pays »*. Car il faut noter que le général iranien lui-même était impliqué dans la répression des manifestations sociales de l'automne dernier en Irak (qui a fait au moins près de 500 morts), s'étant, début octobre, précipité à Bagdad (selon l'agence Associated Press [1]) pour participer à une réunion avec les responsables de la sécurité irakienne et leur offrir son savoir faire et les services de la milice Hachd al-Chaabi.

Les manifestations qui s'étaient déroulées en octobre et novembre derniers rassemblaient surtout des jeunes issus des quartiers pauvres de Bagdad et d'autres villes du sud du pays, protestant contre le chômage, la misère, la corruption, réclamant *« la chute du régime »* au cri de *« tous des voleurs »*. Comme crient les manifestants du Hirak algérien.

« L'écrasante majorité des manifestants qui ont occupé l'espace public en Irak depuis plus d'un mois sont Chiites. Cela ne veut pas dire que leurs revendications, leurs griefs et leur colère ne sont pas partagés par les autres composantes de la société irakienne, les Sunnites comme les Kurdes », disait, en

1 Article du 30 octobre d'AP News, cité dans la biographie du général par Wikipedia.

décembre, une chercheuse irakienne dans une interview à la revue *Orient XXI*. Mais, expliquait-elle, les Sunnites, minorisés par le pouvoir en place, auraient eu peur *« qu'on leur colle un peu hâtivement l'accusation de sympathie pour le terrorisme de Daech »*. Justement l'une des caractéristiques de ces mouvements d'octobre-novembre en Irak est leur caractère éminemment social et non communautaire. *« Je veux un pays meilleur, sans corruption, sans répartition des postes par quotas confessionnels, des villes propres »* expliquait un manifestant au journal *Le Monde*[2]. *« Je n'espère pas beaucoup de ce régime dont le niveau de corruption commence à atteindre un niveau fascinant. Nous sommes prêts à manifester indéfiniment, car le gouvernement n'a pas fourni de solutions convaincantes aux jeunes. »*

Les manifestations, un temps sous le boisseau, ont resurgi depuis le vendredi 10 janvier, où des milliers de protestataires ont déferlé sur la place Tahrir de Bagdad et dans d'autres villes aux cris de *« Non à l'Iran ! Non à l'Amérique ! »*. Et encore dimanche dernier, 19 janvier, à Bagdad et dans le sud du pays des manifestants ont durci leur mouvement en bloquant les rues avec des pneus en flamme. Ils demandent, comme lors des manifestations de cet automne, la fin d'un régime de corrompus qui auraient englouti en 16 ans au moins deux fois le PIB de l'Irak. Comme ils demandent la fin du système de répartition des postes entre les cliques au pouvoir, en fonction des ethnies et des confessions, alors qu'eux restent au chômage et dans la misère.

Des peuples qui n'acceptent plus les dictatures et la misère

Il y a aujourd'hui quelque chose de nouveau, de remarquable, au Moyen-Orient, bien plus que les escalades guerrières d'un Donald Trump, suivies le lendemain de promesses de paix, voire de retrait des troupes américaines… que les USA n'ont absolument pas l'intention de retirer. L'Iran comme l'Irak étaient depuis des décennies des pays sous les bombes, les ruines causées par les embargos économiques : depuis 1979 pour l'Iran, depuis la guerre Iran-Irak de 1980-1988 où les USA ont jeté de l'huile sur le feu, suivie, pour l'Irak, de la guerre menée par les USA en 1991, puis à nouveau en 2003 avec l'occupation américaine qui a suivi et les guerres confessionnelles menées par les potentats locaux. Aujourd'hui une nouvelle génération est en train d'apparaître, qui n'a pas forcément subi toutes les défaites, qui n'accepte plus les dictatures et la misère, et qui semble bien ne plus se laisser piéger par les rivalités communautaires et religieuses où on voulait les enfermer.

2 *Le Monde* du 25 octobre 2019.

Liban : *« Notre colère nous rapproche… on a fait tomber le mur des peurs confessionnelles »*

Au Liban

De la même façon les manifestations sociales de 2018 et de l'automne 2019 viennent de rebondir au Liban le week-end dernier, 18 et 19 janvier. Après la violente répression des manifestations du samedi, les manifestants sont retournés dimanche en direction du parlement d'où ils avaient été refoulés la veille, au cri de *« révolution, révolution »* (selon le reportage de *France 24*), jetant des pierres et des pétards sur les barrages de police. Autres cibles des manifestants, les banques, après l'annonce d'une probable nouvelle dévaluation de la monnaie, qui a déjà perdu plus de 50 % de sa valeur au cours des années précédentes, entrainant la chute du pouvoir d'achat des salariés, alors que deux monnaies circulent en parallèle au Liban : la livre libanaise pour les uns, le dollar pour ceux qui en ont en poche. Les banques, elles, s'assurent déjà un revenu confortable rien qu'avec les intérêts de l'énorme dette de l'État dont elles détiennent 80 %. Aux frais des contribuables et grâce aux plans d'austérité imposés par le gouvernement, dans ce pays de six millions d'habitants, où une bonne partie de la population vit dans la pauvreté, où se retrouvent plus d'un million et demi de réfugiés syriens (la plupart dans des camps), mais où la riche bourgeoisie a son casino de luxe, de réputation mondiale, sur les monts au-dessus de Beyrouth. En octobre 2019 c'était ainsi l'annonce d'une nouvelle taxe qui avait déclenché les manifestations. Au Liban où le communautarisme religieux est une institution constitutionnelle, et où il a alimenté la guerre civile de 1975 à 1990, les manifestants d'aujourd'hui se retrouvent souvent ensemble pour dénoncer un régime corrompu. *« Notre colère nous rapproche, on se retrouve à discuter avec des gens à qui l'on n'aurait jamais adressé la parole en temps normal, on a fait tomber le mur des peurs confessionnelles »* déclarait une jeune manifestante de Beyrouth, en octobre dernier, citée par le journal *Le Monde*.[3]

C'est dans ces révoltes que réside l'espoir au Moyen-Orient.

20 janvier 2020, Olivier Belin

3 *Le Monde* du 21 octobre 2019.

Algérie

Nouveau président ou pas, le Hirak est toujours là

Ce vendredi 17 janvier les manifestants étaient encore là dans les rues d'Alger et de nombreuses autres villes, insensibles à l'appel au dialogue bidon du nouveau président, Abdelmadjid Tebboune, que l'armée a enfin réussi à faire élire il y a un mois par une minorité de votants (60 % d'abstentions). De même que le mardi précédent, les étudiants avaient repris leurs propres manifestations, comme depuis des mois. Certes les manifestations de ces derniers vendredis sont moins nombreuses que celle du printemps et de l'automne 2019. Et à Alger, ce vendredi 19 janvier, la police avait toute la matinée quadrillé le centre-ville, arrêtant arbitrairement des manifestants potentiels. La manifestation n'était autorisée qu'à partir de l'après-midi, ou des milliers de participants ont pu enfin se rassembler, criant notamment, d'après le reportage du journal algérien *El Watan*, « *Tebboune est un président fantoche ramené par les militaires. Il n'a pas de légitimité. Le peuple s'est libéré, c'est lui qui décide. Gouvernement civil !* », ou réclamant la libération des manifestants arrêtés au cri de *« Relâchez les détenus, ils n'ont pas vendu de cocaïne »*. Une ironie perfide envers le nouveau président, dont le fils a été jeté en prison en juin 2018 pour participation à un trafic (surnommé le scandale cocaïne, mêlant trafic de drogue et immobilier) impliquant plusieurs notables ou fils de notables du régime.

Faire du neuf avec du vieux ne trompe pas

Le nouveau président, si mal élu, n'est pas un inconnu : il sort tout droit du sérail. Membre de la direction du FLN (l'ancien parti unique) il fait partie de ces hommes du régime dont les manifestants demandent depuis des mois *« qu'ils partent tous »*, puisqu'il a été plusieurs fois ministre, et même premier ministre (certes viré au bout de quelques mois à peine) sous Bouteflika. Comme n'étaient pas plus nouveaux les autres candidats qui s'étaient présentés au scrutin présidentiel du 12 décembre. Il était seulement, parmi eux, celui qui avait le soutien de l'armée, le candidat choisi.

Il avait promis de renouveler la politique par un gouvernement de technocrates. Un tiers des ministres qu'il a nommés sont d'anciens ministres de l'époque Bouteflika.

Alors qui va croire aux annonces qu'il vient de faire, samedi 19 janvier, lors du deuxième réunion du Conseil des ministres de son gouvernement, et surtout à leur effet bénéfique sur le niveau de vie de la population et le chômage : du blabla sur un plan d'urgence pour les hôpitaux et la lutte contre les importateurs qui pratiquent des surfacturations, la promesse de mettre en place un guide statistique pour promouvoir le production nationale et de tenir des assises nationales pour l'élaboration d'une politique industrielle nationale répondant aux besoins. Des assises avec les patrons on présume. Et il est vrai que parmi les signes d'ouverture qu'il a donnés en libérant un certain nombre de prisonniers, il a fait libérer l'un des plus grands patrons d'Algérie, Issad Rebrab, le patron du groupe Cevital basé essentiellement en Kabylie, et possédant quelques entreprises en France, dont le groupe Brandt. L'alter ego de Rebrab, l'autre grand patron Ali Haddad également arrêté par le général Gaïd Salah, est, lui, maintenu en prison : dans le monde des puissants d'Algérie, on n'est pas tous du même clan.

Quoi de neuf, franchement ? Quant à l'appel qu'a lancé Tebboune aux autres forces politiques, aucun des partis dits « démocrates » n'a eu envie d'y répondre de peur de se déconsidérer. Ceux-ci, en tout cas les deux principaux partis s'affirmant démocrates, le RCD (Rassemblement pour la culture et le démocratie) et le FFS (Front des forces socialistes, très divisé de fait depuis la mort de son chef historique Aït Ahmed) se sont regroupés avec la Ligue algérienne des droits de l'homme et quelques autres petits partis dans un *Pacte de l'alternative démocratique* (PAD) qui appelle pour le 25 janvier prochain à des *Assises de la démocratie,* ouvertes *« à tous ceux qui adhèrent au projet de l'incontournable transition démocratique et l'impératif historique d'un processus constituant souverain, d'une part, et qui rejettent, d'autre part, la mascarade de la dernière présidentielle »*. Pas de quoi passionner ni les jeunes qui participent aux manifestations du Hirak pour en finir avec la politique qui se décide en dehors du

peuple, ni les travailleurs qui n'ont rien à attendre de démocrates chauds partisans du libéralisme économique à tout crin, comme ceux du RCD.

Colère sociale et revendications économiques étroitement liées

Le Hirak est loin d'être terminé. Car le rejet du régime dans son ensemble est toujours là, et les manifestants aussi. C'était Bouteflika qui incarnait le règne des voleurs et était au centre des slogans des manifestants. Dégagé de la scène, c'était au chef d'état-major de l'armée, Gaïd Salah, nouvel homme fort du régime, de faire l'objet des *« dégage, dégage »*. Il est mort fin décembre, après avoir réussi à organiser cette élection présidentielle. L'armée, toujours ossature du pouvoir algérien, n'a semblet-il eu aucune peine à le remplacer. Et dans les quolibets des manifestants, c'est aujourd'hui le nouveau président, Tebboune, façade publique du régime, qui tient la vedette.

Les manifestations de ce mois de janvier sont peut-être moins nombreuses. Mais la défiance vis-à-vis du régime est visiblement toujours aussi grande. Et les centaines de milliers, voire les millions de jeunes, de travailleurs ou de chômeurs qui y ont pris part n'ont pas changé, voulant plus de démocratie, de liberté et de moyens de vivre. Comment faire pour qu'ils s'organisent eux-mêmes, pour devenir une véritable force politique ? Comment faire pour regrouper sur une politique ouvrière de classe tous ceux qui, au travers de ce mouvement toujours en cours, sont devenus à leur façon des militants. C'est bien plus facile à dire qu'à faire. Surtout vu les faibles forces du mouvement révolutionnaire.

Mais la colère est toujours là, qui se mesure non seulement à la persistance des manifestations mais aussi aux luttes sociales qui se sont multipliées ces derniers temps en Algérie, tout au moins si on en juge par les quelques exemples que l'on a pu lire dans les récents reportages en la matière des journaux algériens.

Le 15 janvier, par exemple, les travailleurs du groupe de travaux publics ETRHB appartenant au magnat Ali Haddad (celui qui est toujours en prison) faisaient un sit-in devant le tribunal d'Alger auquel ils demandent d'imposer le versement de leurs arriérés de salaire. Car depuis sept mois l'administrateur nommé par l'État pour remplacer le patron emprisonné ne leur a pas versé un sou. *« Où sont les promesses de l'État ? »*, *« les salaires sont une priorité sur les autres dettes »,* pouvait-on lire sur leurs pancartes.

Début janvier, c'était dans une entreprise de fabrication et de commercialisation d'engins de manutention, dans la banlieue de Constantine (à l'ouest du pays) que les ouvriers se sont mis en grève pour exiger l'augmentation de salaire qu'on leur avait pourtant promise depuis décembre.

Et c'est pour la préservation de 800 emplois menacés par un projet de restructuration que les travailleurs du complexe de matériel agricole de la ville de Sidi Bel-Abes (dans l'est algérien, au sud d'Oran) sont entrés en lutte la semaine dernière.

Car pour les travailleurs, revendications démocratiques et revendications sociales sont étroitement liées.

20 janvier 2020, O.B.



Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ?

Convergences ***Révolutionnaires***
est publiée par la Fraction *L'Étincelle*.

La Fraction *L'Étincelle* est un groupe trotskyste issu de Lutte ouvrière qui, tout en conservant ses activités et moyens d'expression politique propres, milite aujourd'hui au sein du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Nous sommes pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire en France et d'une Quatrième internationale dans le monde.

Convergences Révolutionnaires s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux idées de l'extrême gauche. C'est aussi un outil au service de ceux qui entendent avoir une activité révolutionnaire dans les entreprises, les ateliers, les chantiers, les bureaux, les cités et les quartiers comme parmi la jeunesse. Dans la mesure de nos moyens nous relatons, confrontons, analysons les expériences faites au sein du mouvement ouvrier, et discutons comment contester la politique des appareils syndicaux et politiques dont l'orientation vise à la sauvegarde du système capitaliste.

Convergences Révolutionnaires n'entend pas se contenter d'exprimer les points de vue de la Fraction *L'Étincelle* mais veut être aussi un lieu de discussion et d'échanges fraternels. Nous sommes ouverts à toutes les contributions rédactionnelles, même critiques évidemment.

* * *

La Fraction *L'Étincelle* s'est constituée en 1996 au sein de Lutte ouvrière, à l'issue d'une série de discussions portant d'abord sur l'appréciation de ce qui se passait en URSS au moment de son démantèlement en 1991, puis, en ce qui concerne la France, sur les opportunités d'implantation et d'intervention des révolutionnaires, qu'il s'agit de saisir quels que soient les aléas de la période.

Les premiers numéros de *Convergences révolutionnaires*, parus entre 1999 à 2001, ont été édités conjointement avec des militants de la tendance *Révolution!* de la Ligue communiste révolutionnaire, montrant ainsi qu'il était possible de collaborer tout en se considérant comme des fractions d'un même futur parti révolutionnaire. Lorsque que la LCR a lancé un appel afin d'explorer la possibilité de constituer un Nouveau parti anticapitaliste à l'issue de l'élection présidentielle de 2007, nous y avons répondu favorablement et milité, sans succès, pour que Lutte ouvrière fasse le même choix.

La Fraction *L'Étincelle* a été exclue de Lutte ouvrière en septembre 2008, pour ne pas avoir accepté les alliances passées avec la gauche gouvernementale à l'occasion des élections municipales de mars 2008. Cette exclusion a changé notre situation au sein de l'extrême gauche révolutionnaire. Elle ne change rien aux objectifs que nous poursuivons : la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien. Et donc rien à notre volonté de maintenir ou établir des rapports fraternels au sein de cette extrême gauche, y compris avec les camarades de Lutte ouvrière.

Malgré de fortes réserves sur les ambiguïtés du programme fondateur du NPA (nature de la révolution, hésitations sur la nécessité du renversement de l'État bourgeois, entre autres), nous nous sommes proposé d'apporter notre force militante et d'intégrer ses structures, en particulier ses comités de base, locaux ou surtout d'entreprises, mais sans abandonner nos structures et nos activités propres.

C'est l'orientation que nous maintenons depuis le congrès de fondation du NPA en 2009 : en participant aux débats politiques à tous les niveaux, y compris ceux des congrès par nos camarades qui y ont été délégués, ou du Conseil politique national ; en participant aux interventions du NPA, voire en les suscitant, vis-à-vis du monde du travail et de ses luttes. De ces débats comme de ces interventions, et des problèmes qu'ils peuvent soulever, notre revue *Convergences révolutionnaires* rend compte régulièrement.

Pour nous joindre

◗ Sur Internet, vous pouvez nous adresser un e-mail, mais aussi connaître notre point de vue sur l'actualité, consulter les numéros précédents :
www.convergencesrevolutionnaires.org

◗ Vous pouvez nous envoyer informations, suggestions, critiques à l'adresse suivante :

Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

Bulletin d'abonnement à Convergences Révolutionnaires

◗ **6 numéros ..... 12 €**

◗ **Abonnement de soutien ..... 20 €**

À partir du n° : .....
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....
.....
.....
.....

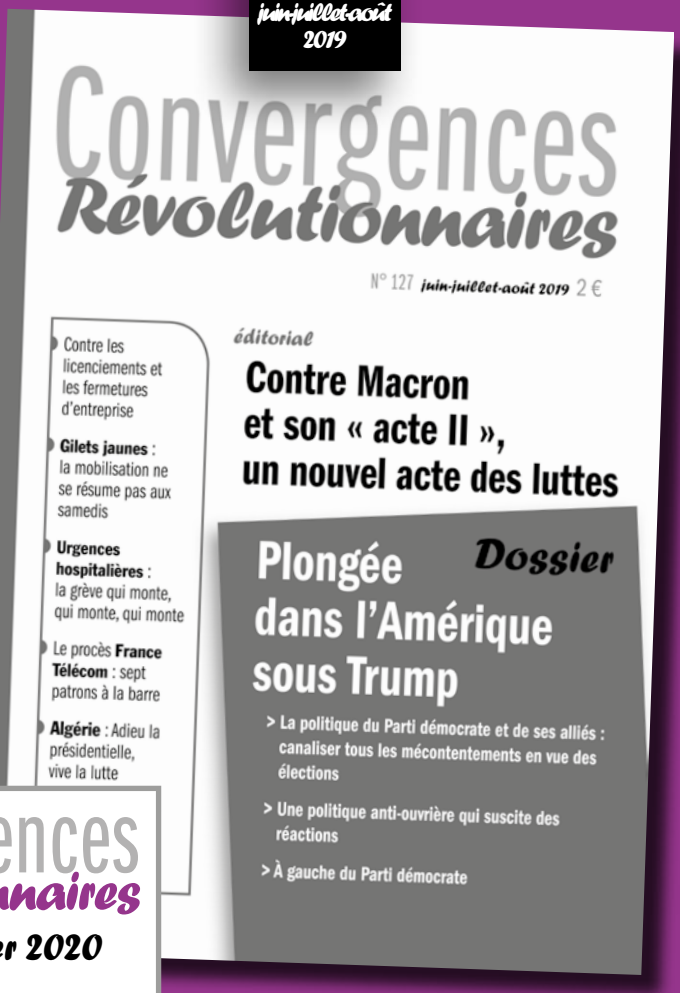
Chèques à l'ordre de :
"Les amis de Convergences"
Adresser à :

Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19









Convergences Révolutionnaires
janvier-février 2020
2 €